

Paris à la reconquête du logement social

« C'EST POSSIBLE, MÊME DANS UNE VILLE DENSE, OÙ LE FONCIER EST CHER », EXPLIQUE IAN BROSSAT, MAIRE ADJOINT COMMUNISTE. P. 14



Patrick Nusbaum

MERCREDI 25 MAI 2016 | N° 21930 | 1,90 € **l'Humanité.fr**

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Isolé, le pouvoir se déchaîne contre les syndicalistes



Jean-Paul Pelissier/Reuters

VALLS ET HOLLANDE CASSENT LE CODE DU TRAVAIL, N'ONT PAS DE MAJORITÉ MAIS OSENT ACCUSER LES GRÉVISTES.

Les Belges debout contre leur loi travail

DROITS SOCIAUX Des dizaines de milliers de manifestants défilent contre l'allongement du temps de travail et la précarisation de l'emploi. Les syndicats préparent la grève. P. 17

Jean-Luc Mélenchon précise sa démarche

PRÉSIDENTIELLE Le candidat, qui construit sa campagne sur l'idée de « la France insoumise », a détaillé hier les sept axes en cours d'écriture de son programme. P. 8

« La bourgeoisie se pense toujours comme une élite colonisatrice »



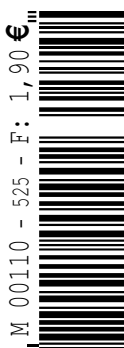
BRÉSIL Douglas Estevam, responsable du Mouvement des travailleurs sans terre, revient sur les raisons du coup d'État contre Dilma Rousseff. P. 22

Rosa Moussaoui

L'exécutif perd ses nerfs et cogne à tout-va contre les grévistes, au point d'en oublier ses responsabilités dans le conflit en cours et sa propre situation de faiblesse devant l'opinion et le Parlement. « Dérive », « impasse », « chantage », « preneurs d'otages », « blocage d'une minorité »... En s'exprimant lundi et mardi, Manuel Valls et François Hollande ont montré une fébrilité qui contredit leur assurance répétée sur tous les tons

d'aller « jusqu'au bout » sur la loi travail. Comme dans toute opération de division, il faut une tête de Turc : c'est donc la CGT sur laquelle se concentrent les tirs, pour tenter de l'isoler dans l'intersyndicale. La panique est au pouvoir : et si le mouvement dans les raffineries entraînait d'autres secteurs professionnels ? Une peur non dénuée de fondement, en fait, puisque de nouveaux mouvements se dessinent un peu partout. ●●●

Lire la suite de notre article page 4



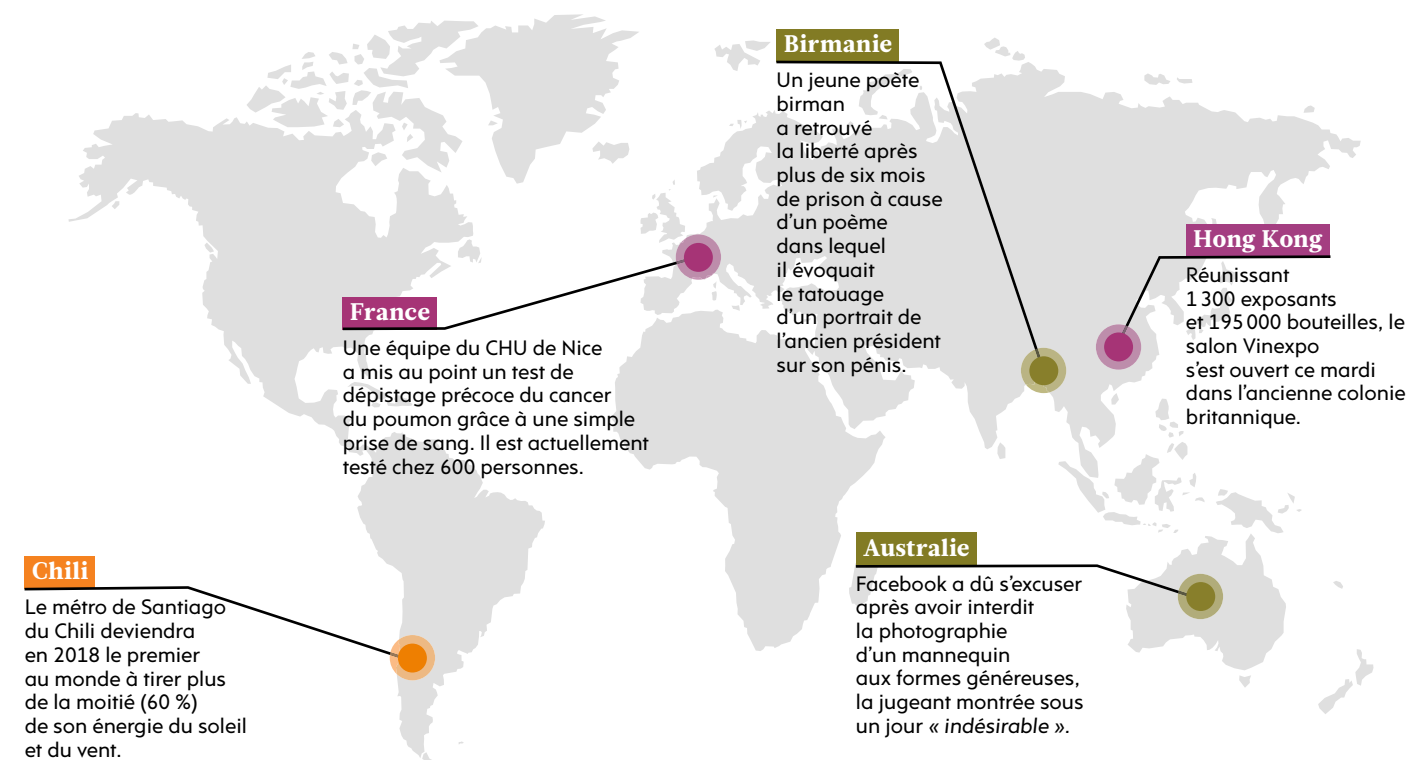
Géographie de l'humanité



« Messieurs, je ne suis pas de ceux qui disent que c'est la Révolution française qui a créé la nation. La France préexistait à la Révolution française. » Jean Jaurès, 21 janvier 1910.

NOS POINTS CHAUDS

SCIENTES DROITS DE L'HOMME ENVIRONNEMENT



L'actualité sur l'Humanité.fr

ÉVASION FISCALE

Le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, ou loi Sapin 2, est débattu cette semaine en commission des Lois à l'Assemblée nationale avant d'être examiné en plénière la semaine du 6 juin... Le CCFD-Terre solidaire, ONE, Oxfam France et Peuples solidaires-ActionAid France interpellent les député-e-s siégeant dans ces commissions sur l'importance d'intégrer le reporting pays par pays public dans cette loi. Lire sur l'Humanité.fr

VOS DROITS

Les personnes seules et les ménages qui déclareront moins de 7 700 euros de revenus pourront en bénéficier. Le chèque énergie est sur les rails (le décret est paru) et sera attribué aux personnes en situation de précarité à compter du 1^{er} janvier 2018. Lire comment et quand, rubrique « Vos droits » sur www.humanite.fr

Messages d'Humanité

les lecteurs ont la parole
09 52 12 35 75

DROITS DE L'HOMO
La Victoria s'excuse pour son homophobie

L'État de Victoria, en Australie, a présenté ses excuses officielles pour des lois historiques « honteuses » qui jetaient les homosexuels en prison. Jusqu'en 1981, des milliers d'homosexuels ont été déclarés coupables, voire condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison pour sodomie ou indécence. « Au nom du Parlement, du gouvernement et du peuple, (...) nous sommes profondément, humblement désolés », a déclaré le premier ministre devant le Parlement, sur lequel flottait le drapeau arc-en-ciel.

EXPRESSIONS LIBRES
La Côte d'Ivoire et ses dessins de presse

Les politiques, les rebelles, l'armée, les femmes... Tout le monde en prend pour son grade dans l'exposition organisée à l'Institut français d'Abidjan. « On va où là ? » rassemble vingt ans de dessins de presse retraçant l'histoire mouvementée de la Côte d'Ivoire, jusqu'à la crise de 2010-2011 ayant fait 3 000 morts. « La caricature donne le pouvoir de se prononcer d'un air critique et à la fois humoristique », note Olvis Dabley, maître d'œuvre de l'exposition. « On rit de nous-mêmes, de ce qui nous fait mal. »

CULTURE EN LIGNE
Les images 2.0 s'animent à Paris

A priori, c'est de l'inédit : la galerie d'art en ligne Balibart propose la première exposition de GIF (images numériques) animés à découvrir directement dans les rues de Paris. Utilisant le réseau d'écrans digitaux urbain, cette exposition permet d'admirer les créations de nombreux artistes, comme Matthieu Bourel, Antonio Munoz, Cento Lodigiani ou Christina Lu. Une centaine d'écrans digitaux diffuseront ainsi jusqu'au 10 juin une sélection de GIF animés dans les rues de la capitale.

BONNE NOUVELLE
MAUVAISE NOUVELLE

AFIN D'EN FINIR AVEC LA MONOCULTURE DE L'HÉVÉA, DÉVOREUSE DE FORÊTS, EN ASIE, DES CHERCHEURS EUROPÉENS ONT RÉUSSI À FABRIQUER UN PNEU COMPOSÉ À 100 % DE GUAYULE, UNE MATIÈRE ISSUE D'UN PETIT ARBUSTE MEXICAIN.

DES MILLIERS DE CRABES ROUGES S'ÉCHOUENT DEPUIS UNE SEMAINE SUR LES PLAGES CALIFORNIENNES. LES SCIENTIFIQUES METTENT EN CAUSE LE PHÉNOMÈNE EL NINO, PARTICULIÈREMENT VIOLENT CETTE ANNÉE.

LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Créteil (94). Le RESF 94 appelle à un rassemblement unitaire aujourd'hui à 14 h 30 devant la préfecture du Val-de-Marne. Plusieurs lycées ont annoncé leur participation.

Paris. Où en sont les luttes des personnes sans papiers ? Pour revenir sur cette actualité toujours brûlante avec la participation de Cissoko Ousman, Ibrahima Tall, militants engagés dans la lutte des sans-papiers, Emmanuel Terray, anthropologue (LDH), et Dominique Sicot, journaliste (*Humanité Dimanche*). Vendredi 27 mai à 19 heures à la section Paris 13, 75, bd Vincent-Auriol.

Paris. Aujourd'hui à 17 h 30, lecture de « REFU(S)GE », projet de la Cie La Boîte blanche. Une pièce d'actualité, qui s'érige contre la chasse aux sans-papiers, contre les discriminations à l'égard des immigrés, des réfugiés. Mélange de fictions et de documentaires, dialogues et informations sur l'immigration. Durée : 1 h 40. Entrée libre sur réservation : laboiteblanche@yahoo.fr. À la Maison des métallos, salle 3, 94, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011. Métro Couronne.



Attac France @attac_fr

Les éditorialistes prennent en otage le pays, le débat public et le droit de grève avec leurs diatribes anti-CGT.



ÉDITORIAL
Par Maud Vergnol

Le progrès est la condition de l'ordre

François Hollande a beau jeu de dénoncer « un blocage décidé par une minorité », lui qui atteint des sommets d'impopularité, isolé comme jamais, réduit à dégainer le 49-3 à chacune de ses initiatives politiques. Les grèves, elles, sont votées démocratiquement par les salariés, et avec des scores sans appel. La loi El Khomri est toujours rejetée par 75 %

des Français. Demain, les salariés se mobiliseront nationalement pour la huitième fois depuis le début du mouvement, à l'initiative d'une intersyndicale...

Toujours en tête de la nuée des oiseaux de malheur, Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas résisté à une nouvelle provocation, en appelant à « aller encore plus loin que la loi El Khomri » et « laisser avancer la France qui travaille ». Voilà une bonne idée dont il ferait bien de s'inspirer, plutôt que de prêcher, sous un masque de modernité, un retour au XIX^e siècle. « Le bras de fer dans lequel s'engage la CGT est conservateur », a osé quant à lui Manuel Valls, qui se rêve dans les pas du Tigre, assumant une répression des grèves dans « la plus grande fermeté ». Rappelons-lui, avec Jaurès, que « le progrès est la condition de l'ordre ». ●

C'était il y a moins de deux mois. Patron d'une petite entreprise du bâtiment, Frédéric, 56 ans, est comme terrassé par des fatigues intenses. « Je ne tenais plus debout, je m'endormais sur mon bureau, impossible de me concentrer sur mes dossiers. » Il consulte son généraliste, fait des tests et, bientôt, le verdict tombe : ce père de trois enfants est positif au virus de l'hépatite C (VHC). Un mal assez méconnu de l'opinion publique, qui touchait pourtant en 2011 quelque 344 500 personnes en France, selon une étude récente, dont 192 700 étaient atteintes par une infection chronique. Inflammation du foie qui peut dégénérer en cirrhose, voire en cancer, l'hépatite C bénéficie depuis deux ans de nouveaux traitements d'une efficacité quasi révolutionnaire, parmi lesquels le fameux Sovaldi (du laboratoire américain Gilead), dont la cure de douze semaines, combinée à une autre molécule, permet d'atteindre des taux de guérison spectaculaires (90 % à 95 %), et ce, sans effets secondaires. Problème : il est facturé à un prix tellement élevé (de 46 000 euros la cure, dans la combinaison la moins coûteuse, à 130 000 euros), que l'État s'est cru obligé d'opérer un tri des patients : seuls les plus avancés dans la maladie ont aujourd'hui accès aux nouveaux traitements.

HÉPATITE C

Malade, mais exclu des traitements

Frédéric, 56 ans, ne peut plus travailler depuis deux mois. Mais il n'a pas pour autant accès aux médicaments facturés à prix d'or par Big Pharma.



LE SOVALDI DONT LA CURE DE DOUZE SEMAINES, COMBINÉE À UNE AUTRE MOLÉCULE, PERMET D'ATTEINDRE DES TAUX DE GUÉRISON SPECTACULAIRES (90 % À 95 %), EST ACCAPARÉ PAR LE LABORATOIRE AMÉRICAIN GILEAD. PHOTO GARO/PHANIE/AFP FORUM

Les solutions juridiques existent pour contourner les brevets

Ce n'est pas le cas de Frédéric. « Pourtant, mes analyses ne sont pas bonnes, mais comme je suis dans ce qu'ils appellent la phase "aiguë", c'est-à-dire les six premiers mois de l'infection, je n'ai pas droit à ces médicaments. La consigne, c'est d'attendre. C'est sûr que ça coûte moins cher... » Une patience à laquelle ce chef d'entreprise d'une dizaine de salariés peine à se résoudre. « Le contexte dans le bâtiment est très dur, il faut une vigilance de tous les jours, pour éviter les anomalies sur les chantiers par exemple. Et, dans une petite structure comme la mienne, impossible de se reposer sur un adjoint. Du coup, je suis très inquiet pour ma boîte. » En arrêt maladie depuis près de deux mois, Frédéric a découvert, en même temps que le virus de l'hépatite C, qu'on pouvait « trier des malades, en France, pour des raisons budgétaires ». Et la pilule a du mal à passer. « En fait, il y a deux scandales : celui du prix exorbitant réclamé par Gilead et celui du rationnement qu'a accepté de mettre en place l'État, par manque de courage politique. »

Car les solutions juridiques existent pour contourner les brevets de médicaments pro-

posés à des tarifs « anormalement élevés » : c'est le système de la licence d'office, prévu dans les accords internationaux comme dans le droit français, qui permet de faire produire des molécules sans l'accord de leur propriétaire, « si l'intérêt de la santé publique l'exige ». Un système que le gouvernement n'a pas voulu actionner, officiellement pour privilégier le dialogue avec les laboratoires... Mais un dialogue mené, du coup, avec une main attachée dans le dos. Résultat : seules 11 000 personnes ont pu accéder aux nouveaux

traitements en 2014, et 14 500 en 2015. Or, il y aurait au moins 50 000 malades à soigner sans attendre en France, sans compter les 70 000 à 100 000 porteurs du VHC qui ignorent leur contamination. Pour réduire ce nombre, un dépistage plus important serait indispensable. « Mais comment convaincre de son utilité si l'accès aux traitements est ensuite bridé ? » alerte Aurélien Beaucamp, président d'Aides, une des associations qui militent pour l'accès universel aux médicaments anti-VHC.

En bon chef d'entreprise, Frédéric a aussi réfléchi aux ressorts économiques de ce tri des malades, dont il est l'une des victimes. « La molécule qu'on me refuse aujourd'hui, elle a commencé à voir le jour à l'université. Les chercheurs ont ensuite créé un labo, qui a été racheté par Gilead pour 11 milliards de dollars ! Mais d'où vient cette valeur ? C'est le marché qui l'a déterminée. Si les États avaient dit à l'avance : "Nous ne paierons pas plus de 1 000 euros pour cette molécule", peut-être que Gilead n'aurait pas mis une telle somme pour racheter ce brevet. » Et ne pratiquerait pas, en conséquence, des tarifs exorbitants pour se rembourser de cet achat effectué en 2011.

Jeudi dernier, Frédéric a revu son hépatologue. Il lui a confirmé qu'il ne pourrait pas bénéficier des précieuses pilules, « pour le moment ». Un changement de doctrine du gouvernement est-il possible ? Marisol Touraine doit ouvrir ce matin un colloque organisé à l'occasion de la Journée nationale de lutte contre les hépatites virales. « J'attends de voir ce que la ministre peut annoncer, mais franchement, je n'en attends rien de concret. » Du coup, Frédéric songe très sérieusement à se procurer lui-même les médicaments sur un marché parallèle, à l'étranger. Une démarche aujourd'hui en pleine expansion. Et légale, pour peu qu'elle soit limitée à trois

« 1 000 ou 2 000 euros que je devrai sortir de ma poche, malgré trente ans de cotisations à la Sécu. »

mois de traitement et destinée au seul usage du malade. « Des médecins sont prêts à suivre les patients qui font ce choix, assure le quin-quagénaire, qui attend toutefois le feu vert de son hépatologue. Mais c'est évidemment un pis-aller. En faisant ça, j'ai l'impression de trahir ceux qui n'ont pas les ressources pour se soigner. » Des ressources financières – « 1 000 ou 2 000 euros que je devrai sortir de ma poche, malgré trente ans de cotisations à la Sécu » – mais aussi des talents d'enquêteur, pour ne pas se tromper dans le choix du générique. « J'avais une piste au Maroc, mais on m'a dit que les médicaments n'étaient pas fiables... » Frédéric reste en tout cas déterminé à se battre pour que ce « rationnement » prenne fin. Car demain, assure-t-il, il touchera d'autres pathologies et d'autres traitements. « L'opinion doit dire clairement qu'elle refuse ce tri. C'est cela qui pourra faire bouger nos gouvernants. » ●

ALEXANDRE FACHE

L'événement

LOI TRAVAIL

Hollande et Valls recyclent les vieilles recettes antisyndicales

Gouvernement et patronat s'agitent pour décrédibiliser les salariés grévistes. Leur cible : la CGT, pour diviser les syndicats entre eux et fédérer les Français contre le mouvement social. Quitte à inverser les responsabilités dans la situation créée par le passage en force de la loi El Khomri. Décryptage.

Alors que six raffineries sur les huit que compte le pays étaient toujours à l'arrêt ou tournaient au ralenti hier, et que les dépôts de carburant du Nord étaient bloqués, les personnels des terminaux pétroliers des ports du Havre, de Fos-sur-Mer et de Lavera, qui acheminent le carburant d'importation, étaient aussi en grève. D'autres entreprises s'apprentent à les imiter : à la SNCF aujourd'hui et demain à l'appel de la CGT et de Solidaires ; à la RATP où une « grève illimitée » débutera le 2 juin ; grève enfin dans l'aviation civile, sur des revendications propres à ce secteur, à l'appel de tous les syndicats représentatifs, les 3, 4 et 5 juin... Le spectre d'une France paralysée hante les cauchemars du gouvernement et du patronat. Alors, on s'agit en haut lieu pour décrédibiliser très vite ceux qui s'y impliquent, et tenter de fédérer les Français contre eux.

Mais le gouvernement a un sacré problème : aussi gênants que soient les mouvements de grève, ils restent nettement plus populaires que lui et que son projet de loi travail, rejeté par trois Français sur quatre. « Le blocage, c'est le gouvernement qui en porte la responsabilité. A la CGT, on pense qu'il faut que les grèves cessent, et ce par le retrait du projet de loi », a rappelé hier Fabrice Angei, responsable confédéral de la CGT. De Bernard Thibault, ancien numéro un du syndicat, à André Chassaigne, chef de file des députés du Front de gauche, tous ont dénoncé hier un travestissement des responsabilités : « Il ne faut pas inverser la hiérarchie des responsabilités », a ironisé Bernard Thibault.

CE SONT VALLS ET HOLLANDE QUI SONT « EN PLEINE DÉRIVE »

La CGT serait en « pleine dérive » selon le gouvernement. Mais qui est réellement en pleine « dérive », quand l'exécutif s'enferme chaque jour un peu plus dans une conception violente et sourde de l'exercice du pouvoir ? Pour stopper les mobilisations, Manuel Valls n'hésite pas à convoquer le « patriotisme » et la « sécurité » au prétexte qu'elles feraient peser « une charge insupportable » sur les forces de l'ordre. Mais il a refusé obstinément tout dialogue social digne de ce nom depuis des mois, depuis la préparation même de la loi, une situation que même la CFDT a dénoncée !

Incapable de tenir ses promesses quand il affirmait que « le débat parlementaire aura lieu », le premier ministre a poussé la « dérive » jusqu'à utiliser l'arme du 49-3 pour faire passer en force devant l'Assemblée nationale un texte non soutenu par les parlementaires, en plus d'être rejeté par l'opinion française. « Est-ce que, dans le programme de François Hollande, était inscrite la casse du Code du travail ? Il y a un gouvernement qui a tourné le dos à ses engagements et il en paie les conséquences », argumente le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, renvoyant l'exécutif à ses responsabilités.

Ainsi, en 2015, la motion A, notamment signée par Manuel Valls et arrivée en tête du congrès du PS à Poitiers, son texte stipulait qu'il faut « rétablir la hiérarchie des normes : la loi est plus forte que l'accord collectif et lui-même s'impose au contrat de travail. (...) Aussi la négociation sociale doit-elle s'inscrire dans le cadre d'un Etat qui garantit le socle des règles sociales, impulse les négociations et en fixe les règles,

ENTRE HAINE ET RIDICULE

Pour le sénateur vallsiste Luc Carvounas, la CGT serait une « caste gauchiste » dirigée par « un Peppone de mauvais facture », en référence à l'ennemi juré de Don Camillo dans l'œuvre de Giovannino Guareschi, auteur italien... d'extrême-droite. Mais Talleyrand disait aussi que « tout ce qui est excessif est insignifiant »...



HIER SUR FRANCE CULTURE, FRANÇOIS HOLLANDE A ASSUMÉ LE CHOIX DE LA TENSION REPRENANT À SON TOUR LES

et les fait respecter ». Soit exactement l'inverse de ce que prévoit actuellement la loi El Khomri. Pour prouver sa bonne foi, le gouvernement se targue de la primauté du fait majoritaire dans les entreprises affichée dans la loi comme gage de revalorisation de la « démocratie sociale ». Un avis majoritaire soudainement insupportable aux yeux du gouvernement quand les salariés s'opposent à ses projets par la grève...

2 VALLS CONFOND MINORITÉ ET MAJORITÉ

« Attaquer les syndicats, c'est attaquer les salariés. » L'homme qui prononça cette forte phrase à Vaulx-en-Velin en 2012 s'appelle François Hollande, il était alors candidat à la présidentielle. Son premier ministre estime lui, en marge d'une visite à Jérusalem, qu'une « minorité prend en otage la démocratie », à propos des blocages de raffineries. Manuel Valls dépeint une CGT isolée, dont « la volonté est d'empêcher un texte de loi d'être adopté par le Parle-

ment », dans un joli raccourci, puisque c'est par le 49-3 que le Parlement adoptera le texte sans le voter, faute de majorité.

Isolée, la CGT ? C'est faire peu de cas de FO, de la FSU, Solidaires ; de trois organisations de jeunesse (UNEF, UNL, FIDL). Sans compter des fédérations de l'Unsa et une partie de la fédération de la métallurgie de la CFDT qui demandent aussi le retrait de la loi El Khomri. La CGC est elle aussi critique sur le texte El Khomri : « Nous ne demandons pas le retrait du texte mais souhaitons que les lignes bougent », expliquait encore au début du mois sa responsable, Carole Couvert. C'était avant le 49-3, « un pas que nous n'aurions jamais imaginé qu'il fut franchi », ajoute Joël Motier, le président de la fédération de l'assurance CFE-CGC.

Le premier ministre dénonce des syndicats isolés au moment même où il bat lui-même un record impopularité. Selon le baromètre mensuel Ipsos pour *Le Point*, le chef du gouvernement ne recueille plus que 25 % d'avis favorables chez les Français (-2 points), et décroche (-5) chez les sympa-

ARITHMÉTIQUE
« Les 95 % de médias des 7 milliardaires tentent de bourrer les crânes contre les 5 syndicats qui s'opposent légitimement à loi El Khomri. »
Gérard Filoche

LE «TOUJOURS PLUS» DU FMI
Le FMI, a affirmé hier que « la loi El Khomri est un pas de plus, nécessaire, vers un marché du travail plus dynamique » mais appelle le gouvernement à aller plus loin en recommandant au gouvernement de « réformer les normes de l'assurance-chômage », en « rallongeant la période minimale de cotisation qui est actuellement de quatre mois ».

L'événement

Le gouvernement déchaîne la violence à Fos-sur-Mer

RAFFINERIES Un déploiement de forces et de moyens d'habitude employés contre la grande délinquance, voire le terrorisme, a été utilisé hier contre les grévistes, des sièges locaux de syndicats et leurs dirigeants.

Marseille (Bouches-du-Rhône), correspondance.

« C'est une déclaration de guerre et on y répondra. » Yann Maneval, secrétaire de l'union départementale CGT des Bouches-du-Rhône, a bien résumé l'état d'esprit des grévistes hier matin après le violent assaut donné par des CRS et des gendarmes mobiles contre le barrage qui bloquait le dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer. Dès l'aurore, à 4 h 15 et sans sommation, policiers et gendarmes ont utilisé des grenades lacrymogènes, des Flash-Ball et des canons à eau pour disperser les quelques centaines de militants qui bloquaient depuis la nuit de dimanche à lundi, avec des barrages de pneus et de palettes, le plus important dépôt pétrolier du pays. L'intervention a duré une heure et les syndicalistes se sont repliés sur le siège de l'union locale CGT de Fos-sur-Mer, elle aussi visée par les lacrymogènes,

«Hollande et Valls se prennent pour Thatcher, mais ils ont plus de trente ans de retard.»

UN MANIFESTANT

où ils ont été encerclés par la police durant deux heures ! Plusieurs militants ont été blessés pendant l'opération, en particulier par des tirs de Flash-Ball. Quatre manifestants ont également été interpellés. Selon la préfecture de police, sept policiers et gendarmes ont été légèrement blessés. « Environ quarante cars de CRS ont délogé le barrage », raconte Emmanuel Lépine, secrétaire fédéral de la branche pétrole de la CGT. « Le secrétaire de l'union locale et celui de l'union départementale ont été séquestrés pendant au moins deux heures à l'union locale de Fos. »

Les dockers de Marseille et de Fos-sur-Mer, qui devaient effectuer 24 heures de grève demain à l'appel de leur fédération nationale – qui interpelle Alain Vidalies sur les profondes régressions qu'induirait la loi travail sur les accords négociés par le dialogue social dans la branche depuis 1992... –, ont immédiatement cessé le travail après l'intervention policière. Les salariés du Grand Port maritime de Marseille et de sa filiale spécialisée dans le pétrole sont eux en grève reconductible depuis mardi. Deux des trois raffineries de l'étang de Berre sont également en grève reconductible. Si le coup de force du gouvernement a permis aux camions-citernes de pénétrer dans le dépôt sous escorte policière et de desservir les stations-service du Sud, il n'a en revanche rien réglé sur le fond ni atteint la détermination des salariés. « Hollande et Valls se prennent pour Thatcher, mais ils ont plus de trente ans de retard », estime un manifestant qui a eu les yeux rougis par l'usage massif de gaz. « Intervenir comme ça, ça leur permet de montrer leurs muscles. Mais le mouvement s'inscrit dans la durée, et ils vont finir par devoir retirer leur loi. On fera tout pour ça. » ●

MARC BUSSONE



«ÉLÉMENTS DE LANGAGE» SUR «UNE STRATÉGIE PORTÉE PAR UNE MINORITÉ». PHOTO CH. PETIT TESSON/REUTERS

thisants socialistes, passant sous la barre des 50 % (46 % d'avis favorables). Un autre sondage de l'Ifop confirme la tendance : dans cette étude, le premier ministre recueille seulement 22 % de satisfaits au mois de mai (-3 par rapport à avril). François Hollande est lui crédité de 15 % de satisfaction contre 14 % le mois précédent. Isolés, un peu plus encore.

3 QUI EST VRAIMENT JUSQU'AU-BOUTISTE ?

La CGT est jusqu'au-boutiste, Emmanuel Macron est audacieux. Ainsi va la novlangue libérale. Dans une interview publiée hier dans *Les Échos*, le ministre dit pourtant sans fard que la loi El Khomri n'est qu'un début. Aller plus loin dans l'inversion de la hiérarchie des normes, c'est-à-dire le remplacement de la loi par le dumping social du tous contre tous contenu dans la loi travail. « Pour les salaires, avance désormais Macron, il faut privilégier les négociations salariales au plus proche de la

situation de l'entreprise. » Avec une « clé », la « modération salariale ». La porte ouverte à la chute des salaires... qui épargne les PDG du CAC40, Macron estimant « hypocrite de déclarer limiter la rémunération des dirigeants à 100 fois le Smic ». Le jusqu'au-boutisme libéral assumé. Un jusqu'au-boutisme dont ont du mal à se départir les ministres et leur chef, Manuel Valls. Illustration avec la concession arrachée par les routiers auprès d'Alain Vidalies, le secrétaire d'État aux transports. Celui-ci leur a garanti que les heures supplémentaires ne seront jamais payées au-dessous de la majoration légale de 25 % actuelle. Une question non « résolue », pourtant, pour l'ex-inspecteur du travail, Gérard Filoche, pour qui « Vidalies et Valls se contredisent clairement » : le 19 mai, en effet, Manuel Valls avait précisé que les heures des routiers « resteront payées 25 % de plus », sauf « accord de branche signé par une majorité des organisations syndicales ». ●

SÉBASTIEN CRÉPEL, GÉRALD ROSSI, AURÉLIEN SOUCHEYRE ET LIONEL VENTURINI

À SAINT-NAZAIRE, DES SALARIÉS SOLIDAIRES

Dans le calme et avec le soutien des salariés passant à pied, plusieurs centaines de militants CGT ont bloqué mardi matin le bassin industriel du port de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique. Salariés du port, mais aussi de la construction navale, de l'aéronautique ou encore de la SNCF ont tenu les barrages de 5 à 10 heures. Bien loin de se sentir « pris en otage », les salariés du bassin industriel ont largement manifesté leur soutien aux grévistes, comme a pu le noter la correspondante de l'AFP sur place. « C'est une loi pourrie, si j'avais les moyens, moi aussi je ferais grève », relève une femme souhaitant rester anonyme. « Je trouve ça normal, c'est légitime mais bon, moi j'ai besoin d'argent donc j'ai pas trop le choix, mais après je comprends et si je pouvais faire pareil, je ferais pareil », renchérit Thierry, employé chez un sous-traitant dans l'aéronautique. William, qui travaille pour un sous-traitant de STX France, « pense que ce n'est pas que la loi travail, c'est un mécontentement général. C'est une façon de montrer son avis quand le gouvernement n'a pas voulu écouter avant ». Sébastien Benoît, secrétaire général CGT des chantiers navals STX France, explique ce soutien : « On sait toutes les difficultés que ça pose, la grève, pour les gens, on sait la pression du chômage des bas salaires qui fait s'interroger les familles sur le fait de participer à l'action. »

L'événement



L'HUMANITÉ AU CŒUR DU MOUVEMENT, COMME ICI À SAINT-NAZAIRE, HIER. PHOTO PATRICE MOREL

RAFFINERIES

« On insulte l'intelligence des salariés en grève »

Pour le coordinateur de la CGT du groupe Total, le coup de force du gouvernement comme ses mensonges sur la réalité du mouvement actuel sont le signe d'un « pouvoir aux abois ».

Gouvernement et médias se déchaînent contre l'instrumentalisation des grèves par une CGT qui serait à bout de souffle. Que leur répondez-vous ?

ÉRIC SELLINI Les délégués CGT n'appuient pas sur un bouton automatique pour déclencher une grève. Ils sont obligés de convaincre les salariés que c'est la solution juste au moment juste. Pour la loi travail, il a fallu énormément de pédagogie. Autant, en 2010, il suffisait d'expliquer aux salariés qu'ils allaient travailler deux ans de plus pour qu'ils comprennent. Autant là, il a fallu une explication de texte, un travail long et ardu pour faire comprendre tous les enjeux de cette loi. Je tiens à rassurer nos élites : les salariés savent pourquoi ils sont en grève. Ils ont compris qu'on voulait casser leurs acquis sociaux. Dans les raffineries Total, nous organisons des assemblées générales régulièrement depuis début mars. Au début, les grèves portaient sur une journée, avec des diminutions de débit de production. Il y a dix jours, la question a été posée de la grève reconductible. Certains endroits ont opté pour 72 heures, d'autres pour la semaine complète, avec des modalités différentes dans chaque établissement selon le vote des salariés.

Pourquoi la CGT est-elle particulièrement visée ?

ÉRIC SELLINI À chaque fois que le gouvernement essaie un coup de pression, comme hier à Fos-sur-Mer, cela attise le mouvement et crée de nouvelles grèves. Cette stratégie de contre-feu des tenants du pouvoir – et ces contrevérités – montre qu'ils sont aux abois. On désigne la CGT comme la bête à abattre, et du coup on ne parle plus du fond, de la casse potentielle du système social en France que la loi El Khomri provoquerait. On ne parle plus de Nuit debout ni des manifestations. On oublie de dire qu'il n'y a pas

que les raffineurs qui sont en grève, mais aussi les gens des ports autonomes, les dockers, les routiers, la SNCF... Il y a d'autres syndicats avec nous dans le mouvement. On essaie de faire croire que notre syndicat est tout-puissant partout. Alors soit on nous lance des fleurs, soit on insulte l'intelligence de tous les salariés en grève.

Comment réagissez-vous à la menace du PDG de Total concernant désormais ses projets d'investissements ?

ÉRIC SELLINI C'est la méthode habituelle de Total. Dès qu'il y a des mouvements sociaux, on a droit aux menaces sur l'emploi et l'investissement : ils nous font la même depuis quinze ans. Je ne suis pas étonné, c'est juste venu un peu plus tôt que d'habitude. Après, qu'on nous traite de pre-neurs d'otages, c'est fort de café ! Depuis 2008, nous avons perdu des centaines d'emplois ; la raffinerie des Flandres a quasi fermé ; celle de Normandie a baissé sa capacité de production d'un tiers... Nos dirigeants n'ont pas besoin des mouvements sociaux pour restructurer. Menacer de baisser les investissements, c'est un prétexte pour diviser les salariés et casser le mouvement.

Après l'usage de la réquisition en 2010, elle refait son apparition dans la bouche du gouvernement actuel...

ÉRIC SELLINI Ils rêvent de réquisition ! C'est bien le seul volet qui manque dans la loi El Khomri : l'interdiction de la grève. Nous ne sommes pas à l'abri d'une énième surprise de la part de ce gouvernement, mais ce serait hors la loi. Suite aux réquisitions dans les raffineries sous Sarkozy, il y a eu des jugements en référé et deux décisions de l'Organisation internationale du travail qui disent que réquisitionner des salariés grévistes d'une entreprise privée est illégal. Cela reviendrait à interdire le droit de grève. En 2010, Total avait donné la liste nominative des salariés et, à 6 heures du matin, les gendarmes étaient venus les emmener pour les obliger à travailler. C'était digne des heures les plus sombres de notre histoire, où on embarquait les gens pour les obliger à travailler contre leur gré. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR KAREEN JANSELMÉ

MOBILISATION

Les préavis se propagent...

Pétrole, rail, aviation... la liste des secteurs dans lesquels les salariés votent la grève s'allonge.

Contre la loi travail, tous les signaux se mettent au rouge. Dès hier, toutes les raffineries de pétrole du territoire français étaient en grève. Malgré la charge violente des forces de police pour déloger les travailleurs en lutte de la raffinerie Esso et du dépôt de carburants de Fos-sur-Mer (lire page 5), les salariés des huit raffineries que compte la métropole ont bel et bien entamé un mouvement de grève empêchant toute sortie de production, ne cédant pas à l'intimidation. Dans les deux terminaux de Lavera et Fos gérés par l'opérateur privé Fluxel SAS, 25 navires transportant des vrac liquides (hydrocarbures et gaz) étaient immobilisés, ne pouvant être ni chargés ni déchargés. En Normandie, Christophe Aubert, délégué CGT de la raffinerie d'ExxonMobil (la deuxième de France), confirmait l'arrêt de la raffinerie de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime) à 50 %, tandis qu'au Havre les travailleurs du terminal portuaire, qui représente 40 % des importations de pétrole brut en France, ont voté la grève à 95 % lundi soir.

La CGT cheminots appelle à la grève reconductible à partir du 31 mai

Du côté du rail, la CGT cheminots, premier syndicat à la SNCF, avait déjà déposé dès le 12 mai un « préavis de grève reconductible illimité, par tranche de quarante-huit heures hebdomadaire, couvrant chaque semaine les mercredis et jeudis ». Elle a appelé hier à reconduire la grève chaque jour à partir du 31 mai. Avec SUD rail, les deux organisations syndicales veulent se donner les moyens de réussir les journées de mobilisation des 25 et 26 mai. Pour les cheminots, la lutte contre la casse sociale du transport ferroviaire public se mêle au combat contre la loi travail.

Chez leurs collègues du métro parisien, la CGT RATP a déposé un préavis de grève illimitée à compter du 2 juin. Eux non plus ne veulent plus continuer de subir un gel des salaires depuis deux ans et des conditions de travail dégradées que viendrait aggraver encore plus la loi travail et ses mesures.

Enfin, dans l'aviation civile, tous les syndicats représentatifs appellent à la grève les 3, 4 et 5 juin pour demander l'arrêt des baisses d'effectifs et peser sur la renégociation de leur cadre social et indemnitaire. L'Usac-CGT a également appelé à faire grève dès jeudi prochain contre la loi travail. Cette annonce intervient alors que, chez Air France, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) consulte d'ici au 30 mai ses adhérents pour déclencher une grève de plus de six jours. ●

OLIVIER MORIN

PLURALISME

Médias et loi travail: le déni démocratique...

La CGT et sa tête de file Philippe Martinez sont devenues les cibles préférées des médias de masse, qui veillent à l'ordre social. Le vocabulaire se veut outrancier. Les raisons de la colère sont zappées.

En pleine mobilisation contre la loi travail, l'heure est à tenter de décrédibiliser le mouvement. Pour Philippe Martinez, responsable de tous les maux de cette France touchée en plein cœur (économique), Manuel Valls « joue un jeu dangereux » en tentant d'« opposer la CGT aux citoyens ». Le nom du premier ministre pourrait être remplacé par « les médias » au vu du discours ambiant d'hier. Hélène Jouan l'a bien remarqué dans sa revue de presse de France Inter : « La presse quotidienne s'interroge sur la stratégie du syndicat de Philippe Martinez et la condamne assez unanimement ». L'Humanité, elle, est « un peu seule contre tous », précise-t-elle. Pique ou flatterie ?

Les amalgames fusent entre syndicalistes CGT et casseurs opérant en marge des manifestations. Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, lâche le mot : la CGT est « tellement radicale » qu'elle « se regroupe autour de quelques personnalités qui sont en confrontation frontale avec l'ensemble de la société ». Hier matin, Myriam El Khomri, sur France Bleu Provence, se fait le relais du rejet de ces « leaders CGT radicaux », parlant d'« une prise d'otages des Français ». Des mots qui ont un sens en plein état d'urgence décrété en réaction à des actes, eux, bien « terroristes ».

Un vocabulaire outrancier largement repris par les « chiens de garde » de nouveau lâchés : « Terrorisme social »

titrait hier Gaëtan de Capèle, dans son éditorial du Figaro. Le directeur du Figaro Économie d'embrayer sur un pavé d'attaques contre la CGT où se croisent des termes comme « radicalisation », « violence », « guerroyer », « paralysie » ou « empoisonne ».

Au 20 heures de France 2, un gros titre tape-à-l'œil s'affiche à l'écran : « CGT, le durcissement ». S'ensuivent des images de fumée, d'un feu entouré de sigles CGT et d'une scène sur un quai

Manuel Valls
« joue un jeu dangereux » en tentant d'« opposer la CGT aux citoyens ».

de métro parisien bondé d'usagers subissant les aléas de l'actualité. Fine analyste, Nathalie Saint-Cricq, chef du service politique de la rédaction, tacle, avec la complicité de David Pujadas, cette CGT qui joue la « radicalisation tous azimuts ». Et d'enchaîner : « Jouer l'explosion sociale, c'est prendre la responsabilité qu'il y ait un accident, un blessé ou un mort (sic), ose Nathalie Saint-Cricq. C'est un pari risqué de se mettre à dos durablement l'opinion publique. » Même idée du côté de Laurent Joffrin, dans son éditorial de Libération, qui parle de « stratégies radicales » et

d'un « jusqu'au-boutisme » dans lesquels s'enferme la CGT. « Contrairement à ce qu'on lit parfois, ce ne sont pas les "syndicats" qui sont aujourd'hui engagés mais une partie d'entre eux », insiste-t-il.

Visiblement, le déni démocratique ne se loge pas seulement dans le 49-3 du gouvernement. Oubliés les multiples manifestations, les sondages qui donnent une majorité de Français opposés à la loi El Khomri et soutenant la mobilisation. Ou encore cette pétition en ligne « Loi travail : non merci ! » qui rassemble plus de 1,3 million de signataires. Le pourquoi du comment se confond : la CGT veut « tout bloquer ». Autre « angle » d'attaque : la CGT serait désespérée face à un affaiblissement de la mobilisation. Dans les Échos, Cécile Cornudet parle même de « sabotage » de la part d'un appareil, soucieux seulement de ses propres intérêts, qui « se sent en danger et sort les griffes ». Le syndicat n'a « plus les moyens (...) d'engager une vraie guerre », alors il « choisit la guérilla ». « La CGT joue son va-tout », estime encore Laurent Joffrin. Même expression dans la bouche de Nathalie Saint-Cricq. La journaliste est même visionnaire : « Exiger purement et simplement le retrait de la loi El Khomri, c'est jouer un va-tout qui n'a pratiquement aucune chance d'aboutir. » Et on enchaîne avec une intervention de Manuel Valls. Remballez, c'est plié. ●

AUDREY LOUSSOUARN



LE JDD, DIMANCHE 22 MAI 2016.



LIBÉRATION, MARDI 22 MAI 2016.



L'OPINION, LUNDI 23 MAI 2016.

URGENCE
l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES

**MOBILISATION EXCEPTIONNELLE
POUR L'HUMANITÉ**

☐ **JE FAIS UN DON DE EUROS**

Je libelle mon chèque à l'ordre de :
Presse et Pluralisme « Souscription Humanité »

Je retourne ce coupon complété et accompagné de mon chèque à :

**L'Humanité - Secrétariat du directeur, 5, rue Pleyel
Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex**

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

..... Code postal.....

Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

UN PEU PLUS PRÈS DES ÉTOILES
« Je fais l'Histoire. (...) Ce qui m'anime, m'habite presque, c'est : qu'est-ce que j'aurai laissé comme trace, qu'est-ce qu'un autre n'aurait pas pu faire et que j'ai entrepris. » **François Hollande.**

À NOISY, ON REVOTE ?

Les électeurs de Noisy-le-Grand voteront-ils une troisième fois en « octobre ou novembre » ? Le Conseil d'État doit trancher après que Brigitte Marsigny (« Les Républicains ») a obtenu l'invalidation de l'élection de Michel Pajon (PS).

PRÉSIDENTIELLE

Mélenchon et ses « insoumis » au travail sur un programme

Le député européen a présenté hier à la presse les axes de son futur programme pour l'élection présidentielle de 2017. Élaboré à partir de celui de 2012 et des contributions des partisans de son « mouvement de la France insoumise », il sera présenté en octobre.

A moins de deux semaines du premier rassemblement auquel il appelle ses soutiens le 5 juin à Paris, Jean-Luc Mélenchon a convoqué la presse hier pour parler de son futur programme en vue de la présidentielle. Dans un contexte de mobilisation sociale tendue contre un gouvernement décidé à garder la main sur la gauche, « le sujet c'est de mettre en mouvement 4 millions de personnes pour qu'elles en attrapent 3 autres (millions) pour qu'on gagne », a jugé le député européen. La présentation de sa démarche est tranchée : « perspectives claires, objectifs, rendez-vous » contre « bla-bla fumeux et discussions interminables sur des primaires de la gauche qui sont de toute façon une mystification annoncée à l'avance ». Une initiative à laquelle il a déjà refusé de participer alors que ses partenaires de 2012, notamment le PCF, essaient de construire un « processus collectif » pour rassembler au-delà du Front de gauche.

« 2186 contributions ont été envoyées depuis l'annonce de ma candidature »

Jean-Luc Mélenchon a ainsi répété qu'il n'avait « pas une minute à perdre dans d'obscurités tractations », justifiant ainsi son entrée en campagne dès le 10 février « hors cadre des partis » via un mouvement baptisé « la France insoumise ». « Cela m'agace d'entendre que Jean-Luc Mélenchon est seul », a, dans la foulée, insisté l'économiste Jacques Généreux, l'un des coordinateurs du programme, citant, outre les quelque 105 000 soutiens recensés sur la plateforme numérique JLM2017, des jeunes mais aussi des polytechniciens, chercheurs, syndicalistes, hauts fonctionnaires... Autant de mains et de cerveaux invités à contribuer aux travaux sur le programme et à crédibiliser l'hypothèse d'une arrivée au pouvoir. « 2186 contributions ont été envoyées depuis l'annonce de ma candidature », s'est également réjoui le candidat, n'oubliant pas de rappeler qu'au rang de ses soutiens il compte aussi « le Parti de gauche, la Nouvelle Gauche socialiste, un groupe autour de Francis Parny chez les communistes ». Côté pratique, une série de jeunes « rapporteurs » a été nommée pour synthétiser régulièrement l'ensemble des textes reçus, des auditions d'experts sont également conduites, le tout devant aboutir



« L'INTÉRÊT GÉNÉRAL HUMAIN, L'INTÉRÊT DE CLASSE, POUR AUTANT QU'IL Y CONTRIBUE, DOIT ÊTRE L'HORIZON DE LA RÉVOLUTION CITOYENNE », A DÉCLARÉ LE COFONDATEUR DU PG POUR RÉSUMER LA PHILOSOPHIE DE SON PROGRAMME. PHOTO MATTHIEU ALEXANDRE/AFP

à un programme présenté en octobre prochain.

L'écriture se veut donc « collective » et s'organise autour de sept axes listés, hier, par Jean-Luc Mélenchon : « la réorganisation de la société politique », « la planification écologique », « le partage des richesses », « la sortie des traités européens et l'entrée dans le protectionnisme solidaire », « l'indépendance et la paix », « le progrès humain », « les nouvelles frontières » (mer, espace et numérique). « L'intérêt général humain, l'intérêt de classe, pour autant qu'il y contribue, doit être l'horizon de la révolution citoyenne », a déclaré le cofondateur du PG pour en résumer la philosophie tout en appuyant sur le fait qu'il « ne par(t) pas de rien ». La plupart des thèmes sont issus du programme du Front de gauche en 2012, l'Humain d'abord, agrémentés des travaux

« Mettre en mouvement 4 millions de personnes pour qu'elles en attrapent 3 autres (millions) pour qu'on gagne. »

conduits depuis, notamment par le PG (assises de l'écosocialisme, de la mer, sommet du plan B en Europe...).

Mais la grande différence pour Jacques Généreux avec l'élaboration de l'Humain d'abord, c'est que l'écriture n'est pas le fruit d'un travail « simplement entre partis, ce qui aboutit parfois à des positions pas très claires » du fait, selon l'économiste, d'une conduite de ces derniers téléguidée par la « conquête du pouvoir, des postes ». Une rupture jugée dans l'air du temps mais qui flirte parfois avec la suspicion généralisée. Pourtant, la démarche qui se veut gage de clarté nécessite elle aussi des compromis. Sur certains thèmes, la « synthèse des 1600 premières contributions programmatiques » mise en ligne stipule qu'une « solution de synthèse (entre différentes

propositions – NDLR) devra être recherchée ». Sur d'autres, la ligne est déjà bel et bien tranchée. « Je prends position très clairement pour la sortie du nucléaire », a annoncé Mélenchon alors que son précédent programme évoquait « un grand débat public ».

« Une fois que nous aurons ce programme, tout ne s'arrête pas. Sa présentation ne sera qu'un point d'orgue », a expliqué Charlotte Girard, également coordinatrice de son élaboration. Une porte qui reste ouverte sur le fond du projet à ceux qui soutiendraient plus tardivement cette candidature ? En tout cas, une convention nationale des insoumis doit être organisée avant la fin de l'année. Et celle-ci devrait voir la naissance d'une « assemblée représentative du mouvement », a annoncé Jean-Luc Mélenchon, qui espère ainsi dépasser ce qui a selon lui conduit à la « mort » du Front de gauche, « l'incapacité à proposer un cadre où tout le monde puisse être à sa place avec ou sans carte de parti ». ■

JULIA HAMLAOUI

ASSEMBLÉE NATIONALE

Hollande et Valls à la manœuvre derrière l'éclatement écologiste

La disparition du groupe de Cécile Duflot laisse voir les ficelles socialistes pour étouffer les voix pour un autre cap.

Si tu n'es pas avec nous, on t'écrase. C'est en substance la menace mise à exécution par le Parti socialiste la semaine dernière à l'égard de son principal allié de 2012, Europe Écologie-les Verts (EELV). La formation écologiste avait alors, grâce à un accord avec le PS, envoyé 18 députés à l'Assemblée nationale. « L'écologie libre aujourd'hui fait l'objet d'une tentative d'assassinat organisée de manière délibérée par le président de la République, qui n'a plus qu'une obsession : sa campagne présidentielle », a dénoncé lundi Cécile Duflot, évoquant une « dérive autoritaire inquiétante » et la volonté de François Hollande d'« éliminer tout ce qui existe entre lui et Jean-Luc Mélenchon ».

« Deux gauches irréconciliables »

Les écologistes n'ont certes attendu personne pour s'opposer les uns aux autres sur la ligne politique à tenir, mais la disparition de leur groupe à l'Assemblée nationale a de fait été permise par l'accueil des tenants de la ligne progouvernementale au sein du groupe PS. Six d'entre eux ont ainsi rejoint celui-ci

en prenant la précaution de préciser qu'ils y constituaient une « composante libre de ses positions ». Leur nouveau président, le socialiste Bruno Le Roux, ne s'est cependant pas privé jeudi, en cosignant un communiqué avec François de Rugy, de s'ingérer dans les débats internes des écologistes : « Une dérive sectaire a saisi EELV, concrétisée par le départ brutal et unilatéral du gouvernement », ont noté les deux députés. Les mêmes développant sans sourcilier : « Chacun de nous a conscience de la nécessité impérieuse d'engager un rassemblement des forces de progrès face au danger de la montée de l'extrême droite. Entretenir et cultiver les divisions de la gauche serait plus qu'une erreur : ce serait une faute, une impasse. » Une déclaration qui en dit long : d'une part, c'est sous l'égide d'un PS hégémonique et incarnant la ligne gouvernementale que la gauche devrait se rassembler ; d'autre part, le risque FN devrait couper court à tout débat.

De quoi alimenter la machine à inventer « deux gauches irréconciliables » mise en branle par Manuel Valls et François Hollande, alors même que de plus en plus nombreux sont ceux qui contestent à leur politique le qualificatif de « gauche ». Une guerre que le clan gouvernemental présente à dessein comme fratricide pour mieux mettre au ban de la sphère politique les voix dissidentes et assurer en fine l'hégémonie non pas seulement du PS, mais de la ligne libérale gouvernementale. D'où, également, le discours repris en boucle ces dernières semaines sur la prétendue absence d'alternative : « En dehors du gouvernement qui est aujourd'hui en place, il n'y a pas d'alternative à gauche. Si je ne suis pas reconduit, c'est la droite ou l'extrême droite qui arrivera au pouvoir », répétait notamment François Hollande au micro d'Europe 1, le 17 mai.

En retour, certains estiment que, avec les dix parlementaires écologistes restés sur le carreau, peut au contraire se présenter l'occasion de raffermir les forces de gauche contesta-

taires de la politique actuelle. Les députés Pouria Amirshahi (ex-PS) et Sergio Coronado (EELV) se sont ainsi dits favorables à la constitution d'un groupe « rose, rouge, vert », et André Chassaigne, chef de file des députés

Front de gauche, a laissé la « porte ouverte » à un éventuel rapprochement. Mais côté frondeurs du PS, Laurent Baumel, s'il « n'exclut rien », a rapporté le Monde, estime non seulement avoir avec les siens « toute (sa) place au Parti socialiste », mais qu'un tel groupe accrédirait la thèse qu'il conteste des « deux gauches irréconciliables ». Pour autant, la contestation interne qu'il mène avec d'autres députés PS n'est pas, pour l'heure, parvenue à porter ses fruits. Au-delà de l'avenir des députés écologistes orphelins de groupe, le retour à l'Assemblée de la loi travail et l'éventuelle motion de censure de gauche qui accompagnera un nouveau 49-3 pourraient précipiter les choix stratégiques des uns et des autres. ●

J. H.

DÉMOCRATIE

Le dur rapport des socialistes aux institutions

Dans un document, le parti fait des propositions pour réformer les institutions. À des années-lumière de sa pratique du pouvoir.

On ne pourra pas faire à Jean-Christophe Cambadélis le même reproche qu'à son prédécesseur Harlem Désir. Si ce dernier avait plongé le parti dans une profonde léthargie, « Camba », lui, s'agite beaucoup, s'échine sans grand succès à créer sa « belle alliance populaire », et lance des groupes de travail. Seulement, difficile d'être crédible quand son propre camp tient les rênes du pouvoir. À ce titre, le rapport présenté hier, portant sur « 50 recommandations pour nos institutions », est particulièrement croquignolet. La feuille de route, fixée par le premier secrétaire, prévoyait que « cette réflexion contribue à répondre au malaise démocratique qui résulte de la coupure croissante entre les citoyens et leurs représentants ». Un beau programme. Le résultat n'est pas inintéressant. En deux parties, les rapporteurs ambitionnent de « rénover la vie politique » et d'« équilibrer les pouvoirs » en fixant de grands prin-

cipes : « renforcer l'expression du peuple », « mieux représenter le peuple », rendre la « démocratie exemplaire », agir pour « une représentation parlementaire renforcée » ou encore œuvrer à un « un exécutif mieux contrôlé », chacun de ces principes se déclinant en recommandations concrètes. À croire que ce n'est pas un président socialiste qui occupe depuis quatre ans l'Élysée. Plus fort encore : parmi les propositions figurent nombre de promesses oubliées par François Hollande : proportionnelle aux législatives, droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers, interdiction stricte du cumul des mandats... Notons tout de même qu'au moment où le Parlement est muselé comme jamais, le rapport qui préconise donc le renforcement du Parlement ne va pas jusqu'à proposer d'en finir avec l'article 49-3 de la Constitution. Cela aurait sans doute été trop visible. ●

ADRIEN ROUCHALEOU

La croisière des lecteurs de **l'Humanité**
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

SPITZBERG et Grand Nord RUSSE
Une découverte exceptionnelle de l'Arctique, au-delà du cercle polaire

5 % de RÉDUCTION pour les abonnés du journal

Les voyages de **l'Humanité**

DU 7 AU 15 JUILLET 2016

CROISIÈRE exceptionnelle à bord du M/S ASTORIA

- Navigation spectaculaire au Spitzberg dans la baie de la Madeleine.
- Les villes les plus septentrionales du monde dont Mourmansk en Russie

Partagez enjeux et perspectives climatiques avec :

Hervé Le Treut : Membre de l'Académie des Sciences et du GIEC, enseigne à l'école Polytechnique.

Marie-Noëlle Bertrand : Journaliste à l'Humanité, responsable de la rubrique Planète.

Mondotours

Renseignements et inscription : www.mondotours.fr **tél.: 01 83 79 94 60**

Accueil clients : Mondotours chez Rivages du Monde 19 rue du Quatre-Septembre • 75002 PARIS • E-mail : croisieres-humanite@mondotours.fr

GRÈVE À LA CAISSE D'ÉPARGNE

Les salariés des deux centres de relations clientèle de la Caisse d'Épargne Île-de-France sont en grève depuis le 17 mai 2016 contre la réorganisation totale de leur travail. Une grève suivie par 80 % du personnel.

200 À 250

C'est le nombre d'emplois qui seront créés dans l'usine de réparation de pièces de moteurs d'avions que comptent ouvrir Safran et Air France-KLM dans les Hauts-de-Seine.

ASSURANCE CHÔMAGE

Les intermittents voient presque le bout du tunnel

Le comité d'experts a rendu son avis hier sur l'accord d'indemnisation chômage des intermittents du spectacle. Selon eux, il permettrait de réaliser une économie de 84 à 93 millions d'euros. La CGT spectacle y voit « une validation globale de l'accord ».

Une étape décisive vers la ratification de l'accord sur les intermittents du spectacle. Hier, le comité d'experts chargé d'évaluer les nouvelles règles d'indemnisation des artistes et techniciens (décidées le 28 avril par la Fesac, patronat de la branche spectacle, mais aussi la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC - NDLR) a rendu son chiffre. Ces représentants du ministère du Travail, de l'Unedic, de Pôle emploi, de la Cour des comptes, de l'Igas ou experts qualifiés estiment que la fourchette d'économies réalisées par cet accord sera comprise entre 84 et 93 millions d'euros. Un résultat très proche de la lettre de cadrage de 105 millions d'euros définie par le patronat et certains syndicats. Pour la CGT spectacle, ces conclusions équivalent donc à « une validation globale de l'accord (...) ». À 12 millions d'euros près, soit 0,9 % des dépenses, le Medef n'a pas d'arguments pour empêcher la mise en œuvre de l'accord ».



DIDIER BRICE, NOMMÉ AUX MOLIÈRES, S'EST ADRESSÉ À LA MINISTRE DE LA CULTURE « NE TUEZ PAS L'ESPOIR QUE CET ACCORD A SUSCITÉ, METTEZ (LE) EN ŒUVRE AVANT LE PREMIER JUILLET. »

déjà précisé les modalités de cette « date anniversaire » ouvrant le calcul des droits. L'option d'une date fixe coûtant 30 millions d'euros de plus a été balayée au profit d'une date « glissante ». Cet accord évalué positivement par les experts consacre

aussi l'acceptation du patronat de mettre la main à la poche pour financer le régime des intermittents. La Fesac, fédération des employeurs de la branche, a ainsi cédé sur une hausse de 1 % des cotisations, apportant 24 millions d'euros à la caisse. Une attitude dont devrait s'inspirer le Medef dans les négociations générales sur l'assurance chômage où il refuse obstinément de verser un sou de plus pour résorber le déficit.

La mise en place de ces nouvelles règles pour les intermittents n'a donc jamais été aussi proche. Mais la partie n'est pas gagnée. Le Medef peut encore refuser que cet accord validé par les experts soit intégré dans la future convention d'assurance chômage actuellement en discussion. L'application de ces conditions d'indemnisations est d'ailleurs suspendue à la conclusion de ces négociations Unedic. Or, il est acquis qu'elles ne pourront aboutir avant le 1^{er} juillet, date d'expiration de l'actuelle convention. Une prorogation de celle-ci se profile, retardant de fait l'instauration des nouveaux paramètres pour les techniciens et artistes. Inacceptable pour Denis Gravouil, « on veut l'entrée en vigueur au plus vite, pas dans deux ou trois mois ! Cette prorogation ne doit pas servir de prétexte pour retarder la mise en place. Il faut du temps pour transposer cet accord, le gouvernement doit le prendre en compte ».

En attendant, les intermittents maintiennent la pression. Après leur intervention lundi lors de la cérémonie des molières aux Folies Bergère, d'autres actions sont à venir. Une assemblée générale se tiendra le 30 mai à la bourse du travail de Paris, le même jour qu'une séance de discussion sur l'assurance chômage. La possible perturbation des festivals estivaux comme celui d'Avignon reste d'actualité. La balle est dans le camp du ministère de la Culture. ●

CÉCILE ROUSSEAU

Denis Meyer

Les discussions et simulations n'ont, semble-t-il, pas été de tout repos

Au sein de ce comité d'experts, les discussions et simulations n'ont semble-t-il pas été de tout repos. Outre le délai « insuffisant » octroyé pour les travaux, l'Unedic n'arrivait pas aux mêmes conclusions que les autres spécialistes. L'organisme de gestion paritaire de l'assurance chômage estimait que le retour à la « date anniversaire » pour le seuil d'affiliation au régime des intermittents de 507 heures en douze mois, revendication historique de la CGT depuis 2003, pourrait avoir un effet de « décélération du travail ». Autrement dit, les artistes et techniciens ayant plus de temps pour effectuer leurs heures pourraient être tentés de lever le pied et de rester volontairement au chômage. Une aberration pour Denis Gravouil, secrétaire de la CGT spectacle. « On appelle ça l'effet "Bahamas" entre nous. Comme si les intermittents partaient sous les tropiques quand ils ont fait leurs heures et pouvaient se permettre de refuser des contrats ! »

Le comité n'a heureusement pas retenu cette hypothèse. Lundi, un avenant avait

FLOWSERVE

Député et salariés veulent sauver l'usine de Thiers

Depuis mi-mars, les 85 salariés de cette entreprise du Puy-de-Dôme se battent pour empêcher la fermeture de leur unité dont la production risque d'être délocalisée en Autriche.

Ils sont une cinquantaine partis, hier, de Thiers en direction d'Arnage (Sarthe), là où se situe la direction France du groupe Flowserve. Le groupe américain, dont le siège social est à Dallas, a décidé de fermer 23 sites de production dans le monde, dont celui de Thiers pour le délocaliser à Villach (Autriche) alors que le groupe n'enregistre pas moins de 200 millions de dollars de bénéfice, après avoir arrosé les actionnaires de quelque 400 millions d'euros de dividendes, en 2015. Un couperet que les 85 salariés de l'usine et les 13 commerciaux basés à Courtaboeuf (91) ont appris par André Chassaigne, le député communiste de leur circonscription. « Première quinzaine de mars, un informateur confidentiel m'alerte sur la

fermeture imminente », note le député, dans une lettre ouverte au ministre de l'Économie. « La direction du site n'était même pas au courant », ajoute, le délégué syndical Laurent Arnaud. Depuis, député et syndicats s'activent pour mettre en échec le plan du groupe américain qui, chaque année, encaisse 300 000 euros de crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Après la grève et l'occupation des locaux durant vingt jours et nuits, les salariés lancent une pétition afin de sensibiliser la population pour demander le maintien du site. Ils recueillent ainsi 2 000 signataires. Depuis le 9 mai, les salariés ont entamé une nouvelle grève face au refus de leur direction d'accorder une indemnité de licenciement supra légale, ainsi qu'une amélioration de l'indem-

nité et de la durée du reclassement. Pis, alors que la fin des négociations est prévue pour le 31 mai, « ils opèrent un véritable chantage, en liant le montant des indemnités versées aux personnes licenciées à celui dédié à la recherche de repreneur imposée par la loi Florange », pointe André Chassaigne, dans sa question ouverte du 17 mai. Il estime qu'une « expression ministérielle forte pourrait permettre un meilleur respect des salariés ». Selon le syndicaliste, ils seraient trois à être intéressés. « Nous n'en savons pas plus et rien ne nous indique que le groupe américain est prêt à céder le site. » Les salariés restent « soudés et déterminés à aller jusqu'au bout », affirme Laurent Arnaud. ●

CLOTILDE MATHIEU

AUDREY LOUSSOUARN

(Publicité)

Annonces légales

L'Humanité est officiellement habilitée pour l'année 2016, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 75 (arrêté n°20165-0003) 5,50 euros HT/ligne, 91 (arrêté 2015-PREF/DCSIPC/BAGP n°1093) 5,24 euros HT/ligne, 92 (arrêté CAB/SDCI n°2015-653) 5,50 euros HT/ligne, 93 (arrêté N°2015-3496) 5,50 euros HT/ligne, 94 (arrêté n°2015-4366 5,50 euros HT/ligne. Ministère de la culture et de la communication (arrêté du 18 décembre 2015, version consolidée au 19 janvier 2016) relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales NOR : MCCE1529458A). La ligne se définit par 40 caractères, signes ou espaces de corps 6.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS-EST-MARNE-ET-BOIS

Approbation de la modification du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Champigny-sur-Marne

Par délibération en date du 29 mars 2016, le conseil de territoire Paris-Est-Marne-et-Bois a approuvé la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Champigny-sur-Marne en retirant la modification de zonage sur le secteur Léon Duprat.

Cette délibération est affichée en mairie ainsi qu'au siège du Conseil territorial (14, rue Louis-Talamoni, 94500 Champigny-sur-Marne) pour une durée d'un mois. Le dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est tenu à la disposition du public, à la mairie de Champigny-sur-Marne, (14, rue Louis-Talamoni, 94500 Champigny-sur-Marne, direction du Développement urbain et social, 1^{er} étage) aux jours et horaires ordinaires d'ouverture au public. Le Président du Conseil territorial Jacques J.P. Martin

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 17 mai 2016, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

PIERRE QUI ROULE

Forme : SCI
Sigle : PQR
Capital social : 1 000 euros
Siège social : 17 bis, rue des Tilleuls, 92100 Boulogne-Billancourt
Objet social : achat de biens immobiliers dans le but de louer
Gérance : M. Yannick Le Corre, demeurant 17 bis, rue des Tilleuls, 92100 Boulogne-Billancourt
Clause d'agrément : les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de

parts
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nanterre

Suivant acte SSP du 13 mai 2016, il a été constituée une SASU dénommée :

AIGLE ROYAL

Capital social : 10 euros
Siège social : 8, rue Danièle-Casanova, 94120 Fontenay-sous-Bois
Objet : groupage et envoi de colis par voie maritime et aérienne
Présidente : M^{me} Bailly Justine, demeurant 8, rue Danièle-Casanova, 94120 Fontenay-sous-Bois
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Créteil

Aux termes d'un acte SSP en date du 18 mai 2016, il a été constituée une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale :

KHITER TAXI AULNAY

Forme : SAS
Capital social : 1 000 euros
Siège social : 34, avenue Dumont-d'Urville, 93270 Sevran
Objet social : transport de passagers, activité de taxi exercée à partir de la commune de rattachement de l'autorisation de stationnement concernée
Président : M. Ahmed Khiter, demeurant 34, avenue Dumont-d'Urville, 93270 Sevran
Clause d'agrément : la cession des actions de l'associé unique est libre. La cession s'opère vis-à-vis de la société par une notification effectuée à son président
Clause d'admission : néant
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bobigny

Dénomination :

LANRY

Forme : SCI
Capital : 1 000 euros
Siège social : 66, rue des Fillettes, 93300 Aubervilliers
Objet social : acquisition, vente, location, gestion de tous immeubles
Gérants : M. Shipeng Yang et M^{me} Minghua

Lei, demeurant 66, rue des Fillettes, 93300 Aubervilliers
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bobigny

Par acte SSP en date du 20 mai 2016, il a été constitué une SARL unipersonnelle dénommée :

DIAZ

Objet social : aménagement, agencement et décoration
Siège social : 35, boulevard Anatole-France, 93200 Saint-Denis
Capital : 10 000 euros
Gérance : M^{me} Diaz Navarro Ana, demeurant 16, avenue Baudoin, 95170 Deuil-la-Barre
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bobigny

DIVERS SOCIÉTÉS

Aux termes du procès-verbal de l'AGO en date du 27 avril 2016 de la

SAS VESSIERE RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE

Au capital de 738 000 euros, dont le siège social est 10, rue Berthie-Albrecht, 94400 Vitry-sur-Seine, RCS Créteil n° 751 599 861, il a été pris acte de la nomination de :
- M. Philippe Claussmann, demeurant 19, avenue de Messine, 75008 Paris, en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire,
- la société institut technique de comptabilité et d'audit - ITCA - 1, rue de la Cave Sainte-Geneviève, 77850 Héricy, en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant

Dénomination :

MAISON LPM

Forme : SAS
Objet social : la vente de fresques murales
Siège social : 17, 19, rue Baudin, 92130 Issy-les-Moulineaux
Capital : 300 euros
Présidente : M^{me} Léa Perrot-Minot demeurant 17, 19, rue Baudin, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nanterre.

AVIS DE CONSTITUTION

SARL LA BOUCHERIE DU PARC HALLAL

SARL au capital de 1 000 euros
Siège social :
Centre commercial
Parc de la Noue
Lot 113, 93420 Villepinte
511 806 912 RCS Bobigny

Avis est donné que par délibération de l'AGE réunie le 30 avril 2016, M. Rajadurai Ragunathan, demeurant 549, rue Gabriel-Péri, 92700 Colombes, a été nommé en qualité de nouveau gérant de la société pour une durée indéterminée à compter du 2 mai 2016, en remplacement de M. Amejod El Hassan, démissionnaire, pour départ à la retraite.

Il a été décidé également que l'ancienne dénomination sociale de la société serait remplacée par

SARL R.K. BOUCHERIE

à compter du 2 mai 2016.
Les statuts ont donc été modifiés comme suit :
La dénomination sociale de la société est « SARL La Boucherie du Parc Hallal », remplacé par : la dénomination sociale de la société est : « SARL R.K. Boucherie »
Enfin, il a été décidé que le siège social de la société, actuellement situé à : Centre commercial parc de la Noue, lot 113, 93420 Villepinte, est la même.
Les statuts ont donc été modifiés comme suit :
« Le capital social de la société est de 1 000 euros divisés en 500 parts de 1 euro chacune, entièrement libérées... La proportion des apports respectifs, à savoir : à M. Rajadurai Ragunathan, 500 parts et à M. Kandiah Kajanthan, 500 parts, total des parts formant le capital social de 1 000 parts ».

BIL SERVICES

SARL au capital de 7700 euros
Siège social :
153, avenue Charles-Floquet
93150 Le Blanc-Mesnil

507 405 801 RCS Bobigny
Suivant l'AGE du 12 avril 2016, il a été décidé d'augmenter le capital de 100 000 euros, pour le porter à 107 700 euros.
Mention faite au RCS de Bobigny.

EXOTIC RDC BIO

SARL au capital de 2500 euros
Siège social : 6, rue de Panama
75018 Paris
RCS Paris 532 837 234

Le 20 avril 2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 26, rue de la Chapelle, 75018 Paris, à compter du 20 avril 2016.
Mention faite au RCS de Paris.

SARL OFFICE SÉCURITÉ

SARL au capital de 5 000 euros
Siège social : 13, rue des Mûriers
75020 Paris

793 567 546 RCS Paris

Suivant l'AGE du 10 mai 2016, il a été décidé de nommer nouveau gérant M. Briki Abdelhafid, demeurant 49, rue du Général-Leclerc, 95500 Gonesse, en remplacement de M. Saadi Samir, gérant, démissionnaire, et de transférer le siège social au 21 bis, rue Raspail, 93200 Saint-Denis.
Mentions faites aux RCS de Paris et Bobigny.

EASY CARROSSERIE

SARL au capital de 8 000 euros
Siège social : 18, rue du Moutier
93300 Aubervilliers
751 771 304 RCS Bobigny
Suivant l'AGE du 1^{er} février 2016, il a été pris acte de la démission de M. Akmal Nassim, et nommé en qualité de nouveau gérant M. Rai Kharal, demeurant 27, rue Voltaire, 93400 Saint-Ouen.
Mention faite au RCS de Bobigny.

Aux termes d'un acte en date du 17 mai 2016 à Rueil-Malmaison, M. Amghar Yacine, 1, avenue Alexandre-Maistrasse, 92500 Rueil-Malmaison, a donné en location, gérance à M. Mouloudi Abdelouahed, 135, rue de l'Agriculture, 92700 Colombes, un fonds de commerce de taxi,

Sénat Appel à la mobilisation des salariés de l'Humanité

Les salariés de la Société nouvelle du journal l'Humanité (SNJH), soutenus par l'intersyndicale SNJ-CGT, SNJ, SGLCE-CGT, BP Ufict-LC CGT, se mobilisent et appellent à la mobilisation ce soir, à 18h30, devant le Sénat pour alerter sur les manquements de la proposition de loi proposée par le député socialiste Patrick Bloche « visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias ». Après un passage devant l'Assemblée nationale, le Sénat examine son contenu, auquel il manque des propositions en matière de concentration des médias, détenus par une poignée de milliardaires, et de révision du système des aides à la presse. « Dans la presse quotidienne nationale, un seul quotidien est réellement indépendant. Il est menacé de disparition », soulignent-ils dans une lettre envoyée à Catherine Morin-Desailly, présidente de la commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication, et aux sénateurs CRC membres de la commission. Ils appellent par ailleurs à « une aide d'urgence, débloquée sur les fonds d'aide à la presse ». Car l'Humanité, créée il y a 112 ans, « connaît depuis plusieurs mois une crise financière grave qui met son existence en péril » et « sa disparition serait une grave atteinte au pluralisme des idées et à l'expression de la démocratie ». ●

dénommé autorisation de stationnement, sis et exploité Rueil-Malmaison, pour une durée de 0 an à compter du 23 mai 2016, renouvelable par tacite reconduction par période de 1 mois.

JCK TRANSPORTS

Rectificatif à l'annonce parue le 1^{er} février 2016, il y a lieu de lire comme objet social : transport public routier de personnes au moyen de véhicules n'excédant pas 9 places conducteurs compris.

GARAGE DE L'EUROPE

SARL au capital de 7 500 euros
Siège social : 105, rue de Stalingrad
93100 Montreuil

511 530 909 RCS Bobigny

Aux termes d'une décision en date du 16 mai 2016, l'AGE, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

HANAFI

SCI au capital de 800 euros
Siège social : 32 bis, rue de Richelieu
77290 Mitry-Mory

449 049 345 RCS Meaux

Suivant l'AGE du 22 mai 2016, il a été décidé de transférer le siège social au 22 bis, avenue Fabre, 93420 Villepinte, et de nommer nouveau gérant M. Ait-Meddour Hakim, demeurant 22 bis, avenue Fabre, 93420 Villepinte, en remplacement de M^{me} Ait-Meddour Hafida, gérante, démissionnaire.
Mentions faites au RCS de Bobigny.

RSBB

SARL au capital de 20 000 euros
Siège social :
13, rue Jean-Jacques-Rousseau
Bât B, 91350 Grigny
813 981 412 RCS Evry

Par AGE du 20 mai 2016, il a été décidé de nommer nouvelle gérante, M^{me} Diaz Navarro Ana, demeurant 16, avenue Baudoin, 95170 Deuil-la-Barre en remplacement de M. Anwar Qayyum, gérant, démissionnaire.
Mention en sera faite au RCS d'Évry.

Congrès du PCF, primaire, candidature, Front de gauche... Quelle stratégie politique pour l'élection présidentielle de 2017 ? (7)

Primaire/loi El Khomri: retour d'expérience



Jean-François Bolzinger
Syndicaliste
et militant PCF
des Yvelines

Seulement 1 % de la population détient 50 % des richesses et des principaux leviers des pouvoirs financiers et économiques. Le contour du rassemblement des 99 % à opérer et la transversalité des échanges qu'accélère la révolution numérique bouleversent la manière de concevoir la politique. Le niveau des forces productives amène de fortes exigences démocratiques et sociétales. Il se traduit dans notre pays par une jeunesse fortement diplômée et un salariat qu'il s'agit de rassembler, où 46 % sont de profes-

sions cadres ou techniciennes et 54 % ouvriers ou employés. La grande majorité des moins de 40 ans cherche ses informations sur les réseaux sociaux au détriment de la presse écrite et de la télévision. La France n'est ni l'Espagne ni la Grèce. Le mouvement des Indignés est né alors que les syndicats s'étaient mis hors jeu en acceptant la réforme libérale des retraites, contrairement à ce qui s'est passé en France en 2010. En Grèce, la faible relation de Syriza avec le syndicalisme a pesé négativement dans le bras de fer avec l'Union européenne. La conjugaison entre société civile et mouvement syndical, entre sociétal et social, est décisive dans le rapport de forces et peut se construire en France compte tenu des traditions et des aspirations de notre peuple.

Je souhaite amener quelques éléments issus de ma pratique syndicale et citoyenne. Expérience étonnante et passionnante pour un responsable syndical comme moi que d'avoir répondu favorablement à la demande de jeunes militants pour créer le groupe « Primaire de gauche ». Même si je rejetais initialement la notion de primaire « comme tout communiste normalement constitué », la discussion sur sa nature et son contenu a permis de la concevoir comme un levier possible de construction politique. Ce groupe a tenté au second semestre 2015 d'organiser une primaire citoyenne de gauche alternative à la politique gouvernementale et a lancé ensuite la pétition numérique « Loi travail : non merci ! », qui a recueilli 1,3 million de signatures. Rejet de la politique gouvernementale, rejet des appareils politiques, singulièrement de celui du PS mais pas seulement, ont amené à clarifier la dénomination de « Primaire de gauche » (et non « de la » ou « des gauches ») c'est-à-dire autour d'un contenu devant définir le périmètre et à travailler à une dynamique d'élaboration, d'implication et d'organisation citoyennes. Arrêtée par les attentats de novembre, mise en sommeil par les régionales (laissant un champ de ruines à gauche), cette dynamique a été percutée par le lancement de « Notre

primaire » début janvier. Lancée par des leaders politiques comme Cohn-Bendit et Jadot et portée médiatiquement par le journal *Libération*, cette primaire de sommet, si elle rouvrait le débat politique, mettrait le PS dans le jeu et semait le trouble à gauche, servant ceux qui ne voulaient pas de la primaire, comme Hollande ou Mélenchon. L'appel via les réseaux sociaux de 500 citoyens recueillait quant à lui 3 000 signatures de volontaires en janvier. L'appel à concevoir une primaire de projets ou des idées avant celle des candidats visant à politiser les débats dans le pays ne fera écho qu'au PCF et pour une partie du Front de gauche, chez EELV, et pour une partie des « frondeurs » du PS.

Estimant qu'en matière de contenu politique de gauche une ligne rouge avait été franchie au plan sociétal par Hollande et Valls avec la déchéance de nationalité, une deuxième ligne rouge l'était sur le plan social avec la loi travail, le lancement de la pétition sur Internet, assortie d'un décryptage pédagogique, s'est traduite par une grande réactivité et le croisement d'un travail de militants syndicaux, de juristes, d'experts du Web, de militants citoyens. Il en a résulté le

« HOLLANDE
EST LE BON CANDIDAT
DE LA GAUCHE.
IL A GAGNÉ EN
DENSITÉ, EN AMPLIEUR,
EN CONNAISSANCE
DES DOSSIERS... »,
A DIT JACK LANG
(21 MAI, LE FIGARO)

démarrage d'un mouvement complètement atypique conjuguant l'activité sur les réseaux sociaux et l'action sur le terrain, mêlant social, sociétal et politique sans que les différents aspects se confondent. Pétition numérique et citoyenne, vidéos des « Youtubers » sur le vécu au travail, mobilisations des jeunes puis des syndicats de salariés, puissantes journées de grève et de manifestations, débats « Nuit debout », retour sur l'interpellation des parlementaires...

Personne ne peut prédire ce que sera la situation dans les jours et les mois qui viennent. Le plombage de 2017 sur le mouvement social et la perspective politique ont d'ores et déjà ébranlé et des points ont été marqués dans la recherche d'une nouvelle façon de faire de la politique.

De premiers enseignements ressortent : le besoin de trouver des formes d'intervention et d'organisation qui conjuguent social et sociétal ou encore l'importance de renouer avec une culture majoritaire qui a fait longtemps notre force. Nous avons vocation comme communistes à être un parti de classe et de masse, moteur d'une gauche transformatrice et gagnante. Beaucoup, et notamment dans la jeunesse, ne veulent pas être cantonnés à une gauche de la gauche et refusent un parti ou une gauche de « losers ». Il y a aussi la nécessité de toujours autant travailler le contenu que la manière de faire. Dans les débats de la « Primaire de gauche » comme dans ceux de « Nuit debout », il y a autant de temps passé à discuter de comment on s'organise que du contenu.

Il s'agit aujourd'hui d'utiliser pleinement le potentiel des 99 %. On peut penser que plus ce sera large et démocratique, plus l'intelligence collective amènera un projet pertinent. Le PCF a tout à gagner à développer son identité communiste dans une démarche d'ouverture : tourner notre regard vers les 99 % et non vers les appareils ou les leaders politiques, toujours travailler le contenu et la démocratie d'intervention impliquant les citoyens et les travailleurs. L'urgence est à fédérer la colère et faire converger les projets de solutions. •

Une étincelle pour une société progressiste



Daniel Scheh
Membre
du conseil
départemental
du PCF
Seine-et-Marne

Tout laisse à penser que François Hollande va présenter sa candidature pour un second mandat présidentiel. Cela placerait la Primaire de gauche dans une position délicate, vu que François Hollande, de par sa politique libérale et antisociale, est disqualifié pour représenter la gauche. Il est utile que le candidat qui sortira de cette primaire donne un débouché politique le plus large possible au peuple qui s'est soulevé contre la loi El Khomri (manifestants syndicaux, Nuit debout, pétition « Loi travail, non merci »...) de même qu'aux paysans qui luttent pour un prix juste pour leurs produits ; à ceux qui combattent contre l'ubérisation du salariat (taxis...) ; aux jeunes qui défendent un avenir meilleur contre la précarisation ; aux femmes qui luttent pour l'égalité des droits, ainsi qu'à tous les Français qui, écœurés par la politique (flexibilité, compétitivité, pauvreté, austérité...), s'abstiennent aux élections.

Pour que ces mouvements de colère débouchent sur une action politique et collective progressiste, une étincelle est nécessaire. Elle peut, notamment, être créée grâce aux idées du congrès du PCF (campagne pour l'emploi et contre le coût du capital, questionnaire « Que demande le peuple ? » et futur mandat...), à la Primaire de gauche et à la bataille pour le retrait de la loi El Khomri. Pour gagner cette bataille, il est nécessaire de combiner revendication, proposition (un Code du travail du XXI^e siècle), initiative et convergence des luttes. Pour se faire entendre du Parlement, nous disposons de bien des moyens : les manifestations, la grève, et d'autres initiatives telle qu'une campagne pour interpellier les députés et les sénateurs pour qu'ils se positionnent contre la loi El Khomri. Pour contribuer à cette étincelle, la Primaire de gauche (communistes, écologistes et progressistes, dont une partie des socialistes) peut jouer son rôle. Pourquoi pas un Forum d'action communiste, écologiste et progressiste ? En fait, il est nécessaire de mettre en place un cadre national, pour la présidentielle comme pour les législatives. Sans ce cadre, par exemple, le décompte total des voix risquerait d'être minoré car il varierait selon les alliances locales.

Avec, sur le plan politique, le congrès du Parti communiste, sur le plan électoral, un tel cadre, et sur le plan social, la convergence pour la bataille pour le retrait de la loi El Khomri, nous avons, malgré le 49.3, les leviers pour un mouvement majoritaire et capable d'être présent au second tour des élections, présidentielle comme législatives. Comme l'indiquait Jean Jaurès : « À un système qui divise et qui opprime, le prolétariat entend substituer une vaste coopération sociale » (*Discours à la jeunesse*, Albi, le 30 juillet 1903). •

LA CHRONIQUE
ÉCONOMIQUE
DE PIERRE-
IVORRA



Les dessous de la baisse du prix du pétrole

Les cours du pétrole, malgré un redressement début 2015, se maintiennent à des niveaux historiquement bas depuis l'été 2014. En avril 2016, le prix du pétrole de la mer du Nord est ainsi en repli de 32,1 % sur un an. Cela se traduit notamment pour la France par une chute du coût des approvisionnements en brut. Déjà, en 2015, on a constaté une baisse d'un quart des achats d'hydrocarbures naturels et de produits pétroliers raffinés français, conduisant à un allègement de la facture énergétique d'environ 40 milliards d'euros.

Comment expliquer un tel effondrement ? Le ralentissement de la croissance en Chine et aussi dans nombre de pays émergents freine évidemment la demande. S'y ajoutent d'autres raisons, plus obscures et même parfois difficiles à décrypter. La politique de l'Arabie saoudite en donne l'exemple. Les dirigeants saoudiens, désireux d'affirmer un leadership régional, sont engagés dans un bras de fer géopolitique avec

l'Iran et la Russie au Moyen-Orient. On le constate notamment en Syrie. En dépit de la demande de plusieurs pays pétroliers, ils refusent de limiter leur production de pétrole, de l'adapter à la conjoncture mondiale ce qui contribue à provoquer un excès de l'offre et a pour conséquence une baisse

considérable des prix. L'effet est dévastateur pour un pays comme l'Iran, qui revient tout juste sur les marchés mondiaux après la fin de l'embargo américain. La Russie, le Brésil, le Venezuela, l'Indonésie, l'Algérie, le Nigeria, l'Angola, le Gabon... sont également durement affectés. Il semble également que l'Arabie saoudite veuille jouer au billard à plusieurs bandes et ruiner une partie de la production pétrolière américaine tirée des gaz de schiste, dont les coûts de production sont trop élevés par rapport aux cours mondiaux.

L'Arabie saoudite n'en sort pas indemne non plus. Pour la première fois de son histoire récente, l'État saoudien a été obligé d'emprunter de l'argent sur les marchés financiers. Mais ses dirigeants considèrent certainement qu'ils ont de la marge. Une telle position est-elle tenable encore longtemps ? Certains spécialistes en doutent. La reprise des cours du pétrole aurait d'autres effets conséquents, mais pas sur les mêmes pays, sur l'Europe notamment. Prenons l'exemple de la France. Pour un institut comme l'Observatoire français des conjonctures économiques, l'impact en 2015 de la baisse du prix du pétrole sur une croissance évaluée à 1,2 % aura été de 0,5 point, près de la moitié ! Ce qui veut dire que si le pétrole repart à la hausse, le « Ça va mieux » de François Hollande risque, lui, de filer un mauvais coton. ■

Les Saoudiens, sont engagés dans un bras de fer géopolitique avec l'Iran et la Russie.

de respecter les règles européennes est au cœur de toute rupture politique en France. Comment renverser la politique d'austérité, investir massivement sur le travail, l'éducation, la culture, sans désobéir aux directives européennes ? Comment échapper à la domination du capital sans prendre le contrôle des mouvements de capitaux, redonner le pouvoir économique au politique, sans remettre en cause à l'échelle d'un gouvernement progressiste la « concurrence libre et non faussée » des institutions européennes ?

Enfin, nous avons besoin d'un parti du monde du travail, au service d'une classe ouvrière qui se reconstruit en classe sociale pour elle-même, reprenant l'initiative dans l'affrontement avec le capitalisme, construisant l'unité du peuple autour d'un projet de société que nous nommons socialisme, de la perspective communiste.

Engageons ce débat dans la fraternité pour permettre la reconstruction de l'unité des communistes mise à mal depuis la mutation. Le congrès doit prendre des décisions précises et concrètes dans ce sens. Il faut réapprendre à écouter tous les communistes pour construire l'avenir du PCF avec eux. C'est incontournable pour éviter au PCF de s'enfermer dans une impasse mortifère, ouvrir une alternative à notre peuple face au capitalisme, reconstruire l'unité des communistes. Tout passage en force est voué à l'échec et au désaveu de la direction. Nous prendrons toute notre place pour que les communistes et le mouvement social aient le débat qu'ils méritent. ■

Signataires : Caroline Andréani (93), Paul Barbazange (34), Luc Basin (26), Jean Baus (54), Michelle Bardot (67), Floriane Benoit (38), Pascal Brula (69), Robert Brun (26), Marie-Christine Burricand (69), Michel Dechamps (04), Hervé Fuyet (92), Clara Gimenez (34), Guy Jacquin (01), Jean-Jacques Karman (93), Armand Lecoq (34), Jean-Pierre Meyer (83), Pierre-Alain Millet (69), Sandrine Minerva (34), Hervé Poly (62), Gilbert Remond (69), Éric Ruiz (27), Laurent Santoire (93), Bernard Trannoy (33), Danielle Trannoy (33), Serge Truscello (69)...

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR
L'HUMANITÉ.FR

TEXTE COLLECTIF

La primaire dépassée, le débat s'impose !

Le mouvement social est face au mur du pouvoir dans un capitalisme mondialisé. La gauche n'a pas de réponse à la hauteur de l'exigence historique de la sortie du capitalisme. Le rapport des forces entre le capital et le travail est largement en faveur du capital. Les oligarchies capitalistes ne représentent que quelques centaines de grandes familles, mais agrègent autour d'elles de larges couches sociales, petite bourgeoisie, petit patronat, cadres, intellectuels, propriétaires, et même une part importante des couches moyennes qui pensent bénéficier du système. En face, la classe ouvrière reste émietlée, sans représentation politique, fragilisée par la pression de l'extrême droite, écartée par la gauche sociétale urbaine et médiatique. L'affaiblissement du PCF et la rupture avec son identité historique de parti du monde du travail se paient cher dans la difficulté à consolider et élargir le mouvement social. Le vote des communistes pour choisir leur base commune marque un nouvel affaiblissement de leur organisation. Le texte du Conseil national peine à convaincre. Face à cette perte de confiance, engageons un débat sans tabou autour des trois questions qui ont porté le refus des communistes de légitimer le texte de la direction : refus des primaires, nécessité d'un débat ouvert sur les conditions du refus du diktat européen après l'expérience grecque, crédibilité et contenu de notre projet de rupture avec le capitalisme.

Pour les primaires, après le 49-3, la question est réglée, ceux avec qui il fallait faire ces primaires ne sont pas prêts à faire tomber ce gouvernement « Hollande-Valls ». Ouvrons le débat d'une candidature portée par les communistes au service du mouvement social, loin des négociations d'appareil, dans la perspective de reconquête de députés communistes et d'un groupe à l'Assemblée nationale. Pour l'Union européenne, la direction du PCF reste enfermée dans un discours pro-européen. Le refus

Face à la surpuissance du président

Le besoin d'un choc démocratique

Olivier Caremelle
Président du Collectif
des élus démocrates et
républicains à l'éducation

L'élection présidentielle rend fou, d'autant plus depuis l'inversion du calendrier, plaçant l'élection suprême avant celle des législatives. Cette mesure combinée au raccourcissement du mandat présidentiel a engendré une mécanique infernale, accélérant le temps présidentiel et la surpuissance du président. Combien de personnes avons-nous déjà en ce mois de mai 2016 comme candidats déclarés à l'élection présidentielle ? Toujours en apnée démocratique, nous guettons à chaque convulsion la montée de fièvre d'une organisation politique en fin de vie. Qui ne le voit ? Initiée en 1958, par et pour le général de Gaulle

en pleine guerre d'Algérie, notre V^e République a vieilli. Il y a une nécessité d'en finir avec cette V^e République agonisante alors que l'usage du 49-3 confine au hold-up démocratique. Pourtant, l'attente des Français reste incommensurable, la France gronde et manifeste mais elle réfléchit et se mobilise aussi. Les initiatives pullulent prenant de nouvelles formes citoyennes qui doivent interroger les partis politiques et les représentants du peuple. Le mandat de François Hollande s'inscrit dans ce contexte mouvant : le passage à la VI^e République est devenu une évidence afin de solder des institutions déconnectées des réalités de notre temps. À défaut, la colère qui gronde continuera de se manifester, de s'amplifier. Oui, nous avons besoin d'un choc démocratique !

L'affirmation d'une nouvelle forme démocratique du pouvoir devrait passer par la responsabilité unique, pleine et

entière, du pouvoir confié par le Parlement à un premier ministre, issue de la majorité, et responsable devant lui. Les pouvoirs de gouvernement seraient complètement transférés au premier ministre qui en rendra compte devant le Parlement et les citoyens. Cette VI^e République aura une colonne vertébrale, celle des députés élus par les citoyens. Le mandat unique « intégral », renouvelable deux fois maximum, permettra aux parlementaires de travailler complètement à leurs missions. La fin du cumul des mandats et celle de la disparition de la fonction présidentielle sont deux conditions vitales pour faire respirer notre démocratie. Alors nous retrouverons un élan, et en toute connaissance, nous pourrions collectivement légitimer l'action d'un gouvernement entrant en résonance avec les choix et les attentes de nos concitoyens. ■

LA RECHERCHE MENACÉE

« La ponction globale de 114 millions d'euros en 2016 sur le CEA et le CNRS peut endommager de manière durable l'effort de recherche mené », a estimé hier la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

LA « JUSTICE DU XXI^e SIÈCLE » VOTÉE

L'Assemblée a adopté hier en première lecture le projet de loi « justice du XXI^e siècle », qui prévoit notamment le divorce par consentement mutuel sans juge, la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs ou la facilitation du changement d'état civil pour les personnes transgenres.

HABITAT

Paris en première ligne dans la bataille du logement

La municipalité pose ce matin la première pierre de 23 logements sociaux dans le luxueux quartier des Champs-Élysées. Un chantier symbole de la politique menée depuis deux ans par l'équipe d'Anne Hidalgo dans la ville la plus chère de France. Décryptage en quatre points clés.

Ian Brossat ne mâche plus ses mots. « Les ghettos de riches, c'est fini ! » ne cesse de répéter à longueur d'interviews l'adjoint de la maire de Paris en charge du logement. Et pour faire passer le message, l' élu communiste, agrégé de lettres, va même jusqu'à manier la truelle. Il pose ce matin la première pierre d'un chantier de 23 logements sociaux et d'un foyer de jeunes travailleurs comprenant 53 chambres, rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans le prestigieux 8^e arrondissement de la capitale. « 20 000 mètres carrés d'espaces de vie », dit la com' de la Mairie de Paris, à deux pas de l'avenue de Friedland et des Champs-Élysées. « Je n'accepte pas que certains quartiers soient réservés aux gens qui paient l'ISF. Voilà pourquoi nous avons décidé de mettre le turbo en matière de construction de HLM dans ces quartiers de l'Ouest parisien », explique Ian Brossat.

L'intérêt de ces opérations spectaculaires, menées dans les zones où le foncier est le plus cher de France, dépasse la construction de centaines d'habitations à loyer modéré. L'impact politique va au-delà du périphérique, estime l'adjoint d'Anne Hidalgo : « Paris peut faire la démonstration qu'une ville très dense, où le foncier est très cher, peut produire du logement social. Les collectivités de droite, qui expliquent en permanence qu'elles ne peuvent pas bâtir de HLM, n'ont pas d'excuses. »

Le même avertissement s'adresse au gouvernement. « Le budget du logement de la Ville de Paris, c'est 500 millions d'euros. Les aides à la pierre du budget de l'État, c'est 170 millions d'euros. Paris met plus d'argent que le gouvernement pour faire des logements accessibles », souligne Ian Brossat. C'est une question de volonté. » Paris, un modèle en la matière ? Entre les constructions de HLM, la course au foncier ou encore la lutte contre la spéculation, l'Humanité a souhaité dresser un état des lieux de cette politique municipale qui veut bousculer les rapports de forces. ●

PIERRE DUQUESNE

À la conquête de l'Ouest parisien

Dans moins d'un an, près de 177 HLM doivent être livrés porte d'Auteuil. Les locataires paieront entre 6,5 et 12,5 euros du mètre carré pour vivre dans ces appartements avec vue sur la villa Montmorency et le bois de Boulogne... Ce fut un combat épique. Il a fallu onze ans pour lancer le chantier, tant les recours des opposants étaient nombreux. Même phénomène avenue Victor-Hugo, rue Gros ou rue de Passy (16^e arrondissement), tout comme dans le 8^e arrondissement où la ville lance aujourd'hui la construction de 76 logements accessibles. À chaque fois, l'équipe d'Anne Hidalgo n'a rien lâché.

« Un rééquilibrage de la répartition des logements sociaux est nécessaire à Paris », explique Ian Brossat, adjoint au maire chargé du logement. D'un côté, le 19^e arrondissement en compte 40 % et le 7^e à peine 2 %. « Plutôt que de stigmatiser les villes qui comptent beaucoup de HLM, nous devons changer de braquet chez ceux qui n'assument pas leurs responsabilités. » Et Paris veut montrer l'exemple. La ville veut produire

près de 5 000 HLM dans les arrondissements du centre et de l'ouest, d'ici à la fin de la mandature. Les locaux du ministère de la Défense, qui a déménagé en bordure du périphérique, sont dans le viseur : 300 logements sociaux pourraient être créés en plein Saint-Germain-des-Près. Objectif similaire pour les casernes Exelmans et des Minimes, dans les 16^e et 3^e arrondissements. Ce ne sera pas un cadeau pour les familles au pouvoir d'achat limité, qui risquent de perdre au passage les liens de solidarité des quartiers populaires. Cela n'inquiète pas Ian Brossat. Lui pense d'abord aux assistantes maternelles, aux caissières, aux salariés de l'hôtellerie et à « tous ces gens qui contribuent aux richesses de Paris, qui y travaillent le jour mais n'ont pas le droit d'y habiter la nuit ». C'est précisément parce qu'on touche à cette question du droit à la ville et à ses richesses qu'elle provoque un affrontement si dur avec la bourgeoisie. « Le logement est le principal sujet de clivage entre la gauche et la droite au Conseil de Paris », souligne Ian Brossat. ●

40 %
DES HLM PARISIENS
SONT CONCENTRÉS
DANS LE 13^e,
LE 19^e ET LE 20^e
ARRONDISSEMENT.

P. DU.

Construire dans la ville la plus dense d'Europe

Comment la Ville parvient-elle à produire 10 000 logements chaque année, dont 7 500 logements sociaux, dans la ville où le prix du foncier est le plus élevé ? C'est une « course de vitesse » et un « défi d'imagination » permanent, confirme Ian Brossat, dans la ville la plus dense d'Europe. Et pour ce faire, le service logement de la mairie utilise tous les leviers possibles.

Le premier, c'est le recours aux préemptions, qui permettent à la mairie de se substituer à l'acheteur en cas de vente. Longtemps utilisé pour sauver des immeubles entiers de ventes à la découpe, cet outil, auquel sont consacrés 170 millions d'euros par an, sert dorénavant à acquérir des appartements à l'unité. La Ville rachète parfois le logement de locataires menacés par une expulsion spéculative, créant des HLM au sein de copropriétés privées.

Des innovations architecturales sont aussi nécessaires. Les projets retenus dans le cadre du grand concours Réinventer Paris prévoient de construire 1 000 logements dans des espaces improbables, parfois au-

dessus du périphérique. Des extensions d'immeubles sont encouragées pour « construire la ville sur la ville ». Autre arme utilisée : la transformation de bureaux en logements. « En 2015, 45 000 m² de bureaux ont été modifiés pour créer des logements sociaux », explique Ian Brossat. Soit l'équivalent de 700 logements de 65 m². Mais c'est la cession de terrains appartenant à l'État ou à des entreprises publiques qui est le plus efficace. À l'image de la caserne de Reuilly, où vont bientôt être livrés 732 logements neufs.

Toutes ces mesures cumulées ont permis d'atteindre l'objectif de 20 % de HLM l'an passé (contre 13 % en 2001). L'objectif est fixé à 30 % d'ici à 2030. « Si toutes les collectivités suivaient l'exemple parisien, la politique du logement serait bien meilleure en France », atteste René Dutrey, secrétaire général du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, qui dépend du premier ministre. La clé du succès, c'est aussi l'argent de la capitale. « Le logement est le premier budget de la Ville, à hauteur de 500 millions d'euros », rappelle Ian Brossat. Un budget

qui provient, pour une large part (1 milliard d'euros), des droits de mutation immobiliers, et donc, indirectement, de la spéculation foncière... Malgré tout, peu de collectivités consacrent une part aussi importante de ses finances au logement. « Comme sur la régulation du marché privé, et l'encadrement des loyers, la mairie de Paris montre la voie en matière de logements sociaux », confirme Éric Constantin, responsable de l'agence Île-de-France de la Fondation Abbé Pierre. Mais il faut aussi regarder si les logements produits correspondent aux besoins des 10 % de Français mal logés. » Environ 30 % des 7 500 logements sociaux parisiens créés chaque année sont de type PLS, aux loyers les plus chers (entre 12 et 13 euros du mètre carré). Une catégorie qui ne correspond qu'à 6 % des demandeurs de logements dans la région. Et les 10 000 logements créés dans la capitale sont à rapporter aux 70 000 logements nécessaires chaque année en Île-de-France. « Paris ne peut, à elle seule, résoudre la question du logement à l'échelle métropolitaine », reprend Ian Brossat. Mais Paris prend ses responsabilités en la matière. ● ●

P. DU.



CI-DESSUS, L'HÔTEL PARTICULIER DODUN (1^{ER} ARRONDISSEMENT), RÉAMENAGÉ PAR LA MUNICIPALITÉ EN LOGEMENT SOCIAL. À GAUCHE, IAN BROSSAT, ADJOINT CHARGÉ DU LOGEMENT, DEVANT LA FAÇADE D'UN IMMEUBLE RUE GROS (16^È ARRONDISSEMENT). CI DESSOUS, TRACT DES OPPOSANTS À L'INSTALLATION D'UN CENTRE D'HÉBERGEMENT DANS LE BOIS DE BOULOGNE. PHOTOS MANUEL COHEN/AFP FORUM / JACQUES DEMARTHON/AFP FORUM/ROMAIN BEURRIER/REA



Lutter contre la machine à cash d'Airbnb

Paris, ville préférée d'Airbnb. 60 000 annonces, plus de 1,3 million de clients l'an dernier... La capitale française est la plus prisée des utilisateurs de la célèbre plateforme de location entre particuliers – devant New York. Et les Parisiens représentent la « communauté Airbnb » la plus active de la planète. Mais cet attrait pour la Ville lumière, amplifié par la proximité de l'Euro de football, n'attire pas que les touristes en short. C'est aussi le nouveau terrain de jeu des spéculateurs de tout poil. Cachés derrière le faux nez de l'économie du partage, ces derniers pullulent désormais dans la capitale. Et ont fait de la location de meublés touristiques une véritable machine à cash. Au détriment de la location traditionnelle, deux à trois fois moins rentable.

Pour la municipalité, endiguer ce phénomène est devenu un enjeu crucial. Selon un récent décompte, Paris compterait 40 000 meublés touristiques illégaux – loués plus de 120 jours par an sans autorisation de la ville. « C'est autant de logements en moins pour des familles en attente, déplore Ian Brossat. Si nous laissons

faire, il n'y aura plus que ça dans certains quartiers ! » Pour réguler ce marché, la ville de Berlin a décidé, le mois dernier, de restreindre à une seule pièce la possibilité de location via ces plateformes. Paris n'en est pas encore là. Mais elle multiplie les initiatives. Un règlement municipal, récemment adopté, prévoit que, au-delà de quatre mois par an, le loueur doit impérativement obtenir une autorisation de la mairie. Par ailleurs, vingt-cinq agents de la ville de Paris sont chargés de mener des contrôles dans les quartiers les plus touchés, comme Saint-Germain-des-Près, Montmartre ou encore le Marais.

La municipalité demande aussi au gouvernement d'aller plus loin.

Paris compterait 40000 meublés touristiques illégaux – loués plus de 120 jours par an sans autorisation de la ville.

Notamment en autorisant la création d'un numéro d'enregistrement pour louer son bien. Et, surtout, en augmentant les amendes. Actuellement, le montant est de 25 000 euros par appartement loué illégalement. « Ce n'est pas assez dissuasif, souligne Ian Brossat, même en la payant, la location illégale reste trop souvent rentable... »

LAURENT MOULOU

Une alliance mondiale pour des métropoles habitables

Paris, New York, Berlin, San Francisco, Barcelone, Madrid... Les grandes métropoles font toutes front contre Airbnb. Et elles ont toutes pris des mesures de régulation visant cette plateforme qui transforme les cœurs des plus grandes villes mondiales en clubs de vacances pour jeunesse dorée. Berlin vient même de limiter l'usage de la location entre particuliers aux seules chambres, et non plus aux appartements entiers.

« Aujourd'hui, nous essayons de construire une initiative conjointe avec l'ensemble de ces villes pour que le dialogue et le rapport de forces avec Airbnb se fasse à la bonne échelle, c'est-à-dire au niveau mondial », explique Ian Brossat, adjoint au maire de Paris en charge du logement. Lors de ses vœux de rentrée, la maire Anne Hidalgo avait aussi annoncé l'élaboration avec d'autres métropoles mondiales d'une charte pour fixer « les droits et devoirs des entreprises qui se créent en l'absence de règles universelles ». Des économistes, des représentants syndicaux, des entrepreneurs « réfléchiront ensemble aux moyens d'éviter que la mondialisation ne stérilise et n'uniformise nos villes », a expliqué Anne Hidalgo. Une alliance similaire avait été créée à l'occasion de la COP21. Autre ambition de la mairie de Paris : veiller plus fortement à la commercialisation des pieds d'immeubles pour « lutter contre la standardisation des villes ». Et éviter l'uniformité des centres-villes sous l'effet de multinationales comme Starbucks ou d'autres enseignes phares de la mondialisation libérale. « Près de cinquante ans après le livre d'Henri Lefebvre sur le Droit à la ville, les questions du logement, de gentrification, de ségrégation se posent dans toutes les métropoles du monde », insiste Ian Brossat. L'élus parisien souligne aussi que toutes les récentes élections municipales des grandes métropoles se sont jouées sur la question de savoir qui peut avoir le droit d'habiter en ville, et de savoir comment on construit une métropole habitable par tous. « Ce fut le cas par exemple de la victoire du candidat travailliste Sadiq Khan à la mairie de Londres. Cela ne s'est pas joué sur son appartenance religieuse, mais sur la question du logement. » C'est le même processus qui a débouché sur la victoire de Bill de Blasio, à New York, ou des candidatures soutenues par Podemos et les associations anti-expulsion à Barcelone et Madrid. Quant à l'équipe municipale parisienne, elle va se rendre dans les prochaines semaines à Amsterdam, qui compte comme Paris, un grand nombre de logements sociaux. ● P. DU.

«NO» AU GAZ DE SCHISTE !

En Grande-Bretagne, des opposants à la fracturation hydraulique ont appelé hier à la formation d'un mouvement d'opposition national, après l'autorisation accordée à la société Third Energy de rechercher du gaz de schiste dans le nord-est du pays.

LE PACIFIQUE SOUS ACIDE

«Aujourd'hui dans le Pacifique sud, personne ne suit l'évolution de l'acidification de l'océan.» **Jérôme Aucan**, océanographe physicien à l'Institut de recherche pour le développement de Nouméa.

Une planète et des hommes

Ce mercredi est une journée importante pour le capitalisme mondial. C'est aujourd'hui que les fonds d'investissement et autres acteurs des marchés boursiers entendent démontrer ce qu'ils ont clamé haut et fort à la COP21 de Paris: le business est LA solution pour le climat. De grands fonds actionnaires d'ExxonMobil et Chevron, jusqu'à présent gavés aux dividendes versés par les majors des énergies fossiles et récemment convertis à la transition écologique, espèrent se saisir des assemblées générales de ces deux grandes compagnies pétrolières et gazières, afin de les pousser à rendre leur modèle économique polluant compatible avec la cause climatique.

Des procédures judiciaires engagées à l'encontre d'Exxon...

Cette tentative de verdissement n'est pas une mince affaire. Elle revient à imaginer d'anciens drogués repentis pousser deux des plus importants cartels du monde à délaisser la schnouff pour la tisane bio. Car ExxonMobil et Chevron sont de sacrés clients. Après cent vingt-cinq années d'existence, la première, plus connue sous la marque Esso en France, figure, dans le dernier classement Forbes, au quatrième rang des compagnies pétrolières et au premier des majors privées, grâce à ses 5 millions de barils par jour qui ont généré 40 milliards de dollars de bénéfices en 2014. Du haut de ses 3,5 millions de barils annuels et ses 200 milliards de dollars de chiffre d'affaires, Chevron occupe le neuvième rang mondial, le quatrième des privés. Ces deux multinationales figurent au firmament du top 50 des entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre.

En pleine COP21, Chevron s'est vu décerner par des ONG environnementales le prix Pinocchio du lobbying pour son intense campagne de promotion des gaz et pétrole de schiste. ExxonMobil a fait encore plus fort en étant accusé par la justice des États-Unis d'avoir eu connaissance de la réalité du réchauffement climatique depuis la fin des années 1960 et d'avoir tout fait pour masquer ses effets. «*Les entreprises qui trompent les investisseurs et les consommateurs à propos des dangers du changement climatique doivent rendre des comptes*», a clamé le procureur de l'État du Massachusetts. Deux procédures ont été engagées à New York et en Californie.

Le combat vert que mènent aujourd'hui les actionnaires de ces deux majors a plus à voir avec la sauvegarde de leurs portefeuilles qu'avec celle de la Terre. «*Nous devons vérifier que nous sommes des actionnaires d'entreprises qui mettent sérieusement en œuvre la transition nécessaire pour limiter notre risque de perdre beaucoup d'argent à moyen et/ou long terme*», s'est exclamée une représentante de la CalPers, citée par Novethic. Ce fonds public californien, qui détient 13 millions d'actions d'Exxon, fait partie du millier d'investisseurs institutionnels (dont les français Amundi, BNP IP, Natixis AM et Axa) qui souhaitent passer au tamis des 2 degrés de



EXXONMOBIL EST ACCUSÉ PAR LA JUSTICE DES ÉTATS-UNIS D'AVOIR EU CONNAISSANCE DE LA RÉALITÉ DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE DEPUIS LA FIN DES ANNÉES 1960 ET D'AVOIR TOUT FAIT POUR MASQUER SES EFFETS. PHOTO LEE CELANO/REUTERS

PÉTROLE

ExxonMobil face à son exonération climatique

Des actionnaires de la plus grande major du monde, ainsi que de Chevron, tentent ce mercredi d'inscrire le respect du climat dans les affaires de ces deux grands pollueurs. Pour le bien de leurs portefeuilles.

réchauffement toutes les activités du groupe. Ainsi, ces fonds sauront lesquelles perdraient de leur valeur si des réglementations écologiques étaient prises. Longtemps, la direction d'ExxonMobil a bataillé contre la mise au vote, qui n'est que consultative, de cette résolution. La SEC, gendarme des marchés américains, l'y a forcée. D'autres résolutions imposant notamment les 2 degrés dans le business modèle des deux majors, un monsieur Climat au conseil d'administration ou l'arrêt de la fracturation hydraulique pour les gaz de schiste, vont être soumises au suffrage.

... et le flot de pétrodollars de la vache à lait pourrait vite se tarir

Les enjeux sont colossaux. La seule ExxonMobil est une vache à lait pour ses

actionnaires, gratifiés en avril dernier de 268 millions de dollars de royalties supplémentaires à se partager... par trimestre. Mais ce flot de pétrodollars pourrait vite se tarir si les actions en justice aboutissaient aux mêmes amendes record que celles payées par les industries du tabac dans les années 1990 pour leurs mensonges sur les effets de la cigarette.

En revanche, le think tank financier Carbon Tracker Initiative promet qu'au prix actuel du pétrole (moins de 60 dollars le baril), le portefeuille d'actifs des majors vaudrait 140 milliards de dollars de plus qu'actuellement, si ces compagnies décidaient de renoncer aux projets non compatibles avec l'objectif des 2 degrés... ♦

+ 10 DEGRÉS SI ON NE FAIT RIEN

Et si on ne luttait pas contre le réchauffement climatique et que l'on continuait de brûler toutes les réserves connues de gaz, charbon et pétrole, que se passerait-il? Une étude publiée hier dans la revue *Nature Climate Change* estime que l'inaction engendrerait une hausse moyenne de températures de 10 degrés à la fin du siècle prochain et jusqu'à +15 à +20 degrés en Arctique. Jusqu'ici, les évaluations faisaient état d'un réchauffement plus modéré, de 6 à 8 degrés. Mais les modèles avaient surévalué la capacité des océans à absorber les gaz à effet de serre et sous-évalué le dégel des sols arctiques.

STÉPHANE GUÉRARD

LA CAMP D'IDOMENI EVACUÉ

La police grecque a commencé hier à évacuer le camp d'Idomeni, où survivent depuis plusieurs mois les réfugiés en provenance du Moyen-Orient bloqués à la frontière avec la Macédoine par la fermeture de la route des Balkans.

270 000

C'est le nombre de Burundais qui ont fui leur pays depuis un an, après l'annonce de la candidature à l'élection présidentielle de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat.

Le monde en mouvement**BELGIQUE**

Une autre loi travail qui fait l'unanimité contre elle

Une manifestation contre le projet Peeters, qui démolit le droit du travail en Belgique, a réuni plus de 50 000 personnes hier dans les rues de Bruxelles. Les syndicats programment d'ores et déjà plusieurs journées de grève générale dans les prochaines semaines.

« **L**a coupe est pleine ! » C'est l'un des slogans entendus hier dans les rues de la capitale belge où l'on a défilé pendant plus de quatre heures à l'appel du front commun syndical qui réunit l'ensemble des centrales du pays : socialiste (FGTB), chrétienne (CSC) et libérale (CGSLB), avec couleurs et drapeaux rouges, verts, bleus. 50 000 manifestants selon les syndicats, 37 500 selon la police fédérale, mais 60 000 selon la police locale. C'est de toute façon un succès, même si on avait compté deux fois plus de manifestants en octobre dernier. Depuis, il y a eu les attentats, les mesures de sécurité renforcées et les inquiétudes qu'ils suscitent. Des incidents ont d'ailleurs eu lieu en fin de manif, des « autonomes » ayant attaqué à coups de barres de fer la police, qui a répliqué avec canons à eau et grenades lacrymogènes. Un commissaire a été grièvement blessé.

Le but de cette manifestation, premier acte d'une mobilisation qui doit aller croissant jusqu'à une éventuelle grève générale le 24 juin et une autre en octobre, c'est le retrait de la loi Peeters, du nom de Kris Peeters, ministre du Travail en Belgique. Il suffit de remplacer Peeters par El Khomri pour avoir une idée du contenu de cette loi qui prétend organiser une « réforme structurelle du marché du travail ». Adoptée en avril par le gouvernement de Charles Michel (coalition de nationalistes flamands, de sociaux-chrétiens et de libéraux), elle a un but avoué – et qui n'est pas près d'être pardonné : « augmenter la marge bénéficiaire des entreprises en diminuant les coûts », surtout celui du travail.

Une loi « antisociale, qui manifeste un grand mépris pour les travailleurs »

Pour cela, la loi prévoit l'augmentation de la semaine de travail de 38 à 40 heures avec possibilité pour les chefs d'entreprise, en cas de besoin et selon les secteurs, d'ajouter un paquet de 360 heures par an dans la limite de 11 heures par jour et 50 heures par semaine. S'y ajoute l'annualisation du temps de travail, une mesure dénoncée avec force par les syndicats car elle rend plus difficile l'organisation de la vie de famille et des loisirs pour les travailleurs et menace leur santé.



BRUXELLES, HIER. LA MANIFESTATION QUI A RÉUNI L'ENSEMBLE DES CENTRALES SYNDICALES DU PAYS CONTRE LA LOI PEETERS A CONNU UN RÉEL SUCCÈS. PHOTO ÉRIC VIDAL/REUTERS

Les plus jeunes et les plus précaires, dont les femmes, s'insurgent également contre la plus grande flexibilité des horaires imposée pour les temps partiels. « Nous ne voulons pas être la génération burn-out », « Non à l'intérim à vie », criaient-ils et elles dans la manif, tandis qu'une petite fille brandissait une pancarte en carton où on lisait : « Dis, mamie, c'était quoi un CDI ? »

La Coalition des jeunes pour le retrait de la loi Peeters, qui regroupe les jeunes syndiqués, chômeurs et les organisations de jeunesse des partis de gauche, était là en nombre. C'est eux qui avaient les premiers mobilisés contre cette loi scélérate dès le mois d'avril en manifestant devant le ministère. Des dirigeants des partis de gauche, dont le chef du PS, l'ancien premier ministre Elio

di Rupo, participaient à cette marche : « Je suis là pour dire que d'autres solutions sont possibles, a-t-il déclaré. Cette loi est injuste, antisociale et manifeste un grand mépris pour les travailleurs. »

« Les gens en ont marre de cette politique de droite austéritaire »

C'est d'ailleurs l'un des grands reproches faits au gouvernement actuel par l'ensemble des syndicats que de rejeter toute concertation et de ne rien vouloir entendre de ce que disent ceux qui travaillent. « Le gouvernement ne tient aucun compte de nos arguments et ne respecte pas la dignité des travailleurs », expliquait Marc Goblet, secrétaire fédéral de la FGTB. Ce qui est dans la loi est déjà possible de manière concertée,

mais il veut le rendre obligatoire, plaçant le travailleur seul face à l'employeur. » Un mauvais tour qu'Olivier Valentin, du syndicat libéral, résume d'une phrase : « Ils veulent transformer une flexibilité négociée en flexibilité imposée. »

Raoul Hedebouw, porte-parole du Parti du travail de Belgique (PTB), qui vient de connaître dans les sondages une montée spectaculaire (voir ci contre), dénonce une « loi de régression sociale ». « De plus en plus de gens en ont marre de cette politique de droite austéritaire et de ce gouvernement », dit-il en promettant « un printemps qui sera chaud ». Si la loi n'est pas retirée, une grève générale est prévue par la FGTB le 24 juin. ●

« ÇA FAIT VINGT ANS QUE DES CADEAUX SONT FAITS AUX PATRONS ET LE CHÔMAGE EST TOUJOURS BIEN LÀ », ACCUSE LA SYNDICALISTE CSC MARIE-HÉLÈNE SKA.

PERCÉE DU PTB EN WALLONIE

Selon un sondage paru dans le Soir, le Parti du travail de Belgique (PTB) passe de 5,5 % (son score aux élections de 2014) à 13,5 %. Il devient le troisième parti de Wallonie après le PS et le MR, tous deux en recul (– 6,2 % et – 5,7 %). Sa progression est moindre à Bruxelles et en Flandre où le fait marquant est la montée du parti d'extrême droite Vlaams Belang à 13,9 % (+ 8 points ôtés à la NVA).

Culture & Savoirs

EXPOSITION

Empires, où sont vos victoires ?

Sous la verrière du Grand Palais à Paris, l'artiste Huang Yong Ping, invité cette année de « Monumenta », provoque un choc esthétique, intellectuel et politique, entre des containers, un serpent et le chapeau de Napoléon.

C'est d'abord un choc visuel, dès que l'on entre sous l'immense verrière du Grand Palais pour la dernière édition de « Monumenta », la manifestation d'art contemporain voulue par la Réunion des musées nationaux tous les deux ans. Plus de trois cents de ces containers que l'on voit sur les docks des grands ports du monde entassés ici, jusqu'à plusieurs dizaines de mètres de haut. Le monde d'aujourd'hui, celui de la marchandise, de l'échange et de l'accumulation, fait irruption presque violemment de par sa démesure dans notre quotidien. L'auteur de ce coup de force, l'artiste chinois Huang Yong Ping, a choisi chacun de ces containers et l'inscription « Capital » se répète très visiblement sur plusieurs d'entre eux. Il faut ensuite faire quelques pas pour découvrir, parcourant cet ensemble comme une menace rampante, l'immense squelette d'un serpent de plus de deux cents mètres et, comme un clin d'œil un brin dadaïste, un grand chapeau napoléonien, celui-là même que porte l'empereur dans le tableau de Gros représentant son parcours sur le champ de bataille d'Eylau jonché de cadavres. La bataille avait fait en quelques heures quarante mille morts russes et français.



L'INSTALLATION EMPIRES, DE L'ARTISTE HUANG YONG PING. PHOTO JOËL SAGET/AFP

L'installation se veut comme un avertissement

On comprend bien que l'installation, qu'il a appelée *Empires*, se veut comme un avertissement et un rappel de ce qu'écrivait Paul Valéry après la guerre de 1914 : « *Nous autres, civilisations, nous savons désormais que nous sommes mortelles* », à quoi il faut ajouter ceci : « *Tant d'horreurs n'auraient pas été possibles sans tant de vertus. Il a fallu, sans doute, beaucoup de science pour tuer tant d'hommes, dissiper tant de biens, anéantir tant de villes en si peu de temps ; mais il a fallu non moins de qualités morales. Savoir et Devoir, vous êtes donc suspects ?* »

C'est sans doute la plus importante œuvre proposée par « Monumenta », depuis sa création en 2007, avec comme premier invité Anselm Kiefer. Depuis, se sont succédé Richard Serra, Christian Boltanski, Anish Kapoor, Daniel Buren, Ilya et Emilia Kabakov, avec pour ce dernier couple d'artistes un succès relatif, le but étant d'inviter chaque fois un artiste de renommée internationale, quand bien même, comme c'est le cas avec Huang Yong Ping, il n'est pas vraiment connu du grand public. Il n'en est pourtant pas à son coup d'essai. Sur la plage de Brévin-

les-Pins, en face de Saint-Nazaire, un squelette de serpent de 120 mètres de long, réalisé en aluminium comme celui du Grand Palais, est chaque jour recouvert et découvert par la marée. À l'hospice Comtesse de Lille, dans le cadre de Lille 2013, on avait pu découvrir son arche de Noé, peuplée d'animaux grandeur nature sous une immense pieuvre de plus de 20 mètres d'envergure. Huang Yong Ping, qui a intégré depuis 2007 la galerie de Kamel Mennour à Paris (laquelle a financé ce « Monumenta »), vit en France depuis les événements en 1989 de la place Tian'anmen qui ont lieu alors qu'il est invité à participer à Paris à l'exposition « Magiciens de la

Le parcours de l'artiste en Chine en avait fait le chef de file du mouvement Xiamen dada, se réclamant du zen et du dadaïsme.

terre ». Naturalisé en 1999, il représente la France à la 48^e Biennale de Venise avec Jean-Pierre Bertrand. Mais son parcours artistique antérieur en Chine, où il est né en 1954, en avait déjà fait le chef de file du mouvement appelé Xiamen dada, se réclamant à la fois du zen et du dadaïsme, multipliant des actions radicales entre l'art et la politique.

Citons parmi ses dernières œuvres, en plus de celles que nous avons déjà évoquées, *Bâton serpent* en 2015, *Bugarach* en 2012, avec des animaux aux têtes tranchées, *House of Oracles* en 2008, *Bat Project IV* en 2005. Toutes, d'une manière ou d'une autre, renvoient au monde contemporain et à ses enjeux, ici, la confron-

tation, selon les mots du commissaire de l'expo, Jean de Loizy, de la gloire et de la menace. « *L'artiste, dit-il encore, ne juge pas mais ne dissimule pas non plus la violence que les échanges économiques de la mondialisation exercent sur l'humanité.* » On peut, dans ces conditions, soit dit en passant et sans acrimonie, s'interroger sur l'opportunité de publier dans les documents présentant l'exposition un entretien avec Pascal Lamy, directeur général de l'OMC de 2005 à 2013, lequel présente une vision pour le moins soporifique de ce qui se passe aujourd'hui à l'échelle mondiale : « *Montesquieu, après y avoir bien réfléchi, parlait du "doux commerce", laissant entendre que, là où le commerce se passe, les armées ne passent plus. C'est à peu près vrai.* » Tout est dans l'à-peu-près. ●

MAURICE ULRICH

Jusqu'au 18 juin.

EXPOSITION

Le Front populaire, ses icônes... au-delà des clichés

Pour célébrer 1936, la mairie de Paris a installé dans ses murs une exposition qui met en lumière les nombreuses photographies de l'époque. Images mythiques et explications historiques font bon ménage.

Quand on pénètre dans l'exposition «1936, le Front populaire en photographie», la première vitrine montrant des reportages illustrés sur les occupations d'usines ouvre sur le magazine *Vu* daté du 4 novembre 1936. Les photos sont signées Marie-Claude Vogel, bientôt mariée à Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *l'Humanité*. Raccourci saisissant : l'un des ultimes clichés de l'exposition – présentant l'événement comme le dernier rassemblement unitaire d'ampleur du Front populaire – rend compte de l'enterrement de Paul Vaillant-Couturier, mort prématurément en octobre 1937. Entre ces deux témoignages, 400 œuvres nous plongent dans le maelström d'un moment d'histoire aussi court qu'intense.

Sous-jacents, on perçoit les clivages à l'œuvre dans la société française

Au moment où les forces de gauche se rapprochent, après l'émeute fasciste du 6 février 1934, et finissent par s'unir, quelques dizaines de jeunes photographes inconnus, avides d'images, sillonnent Paris, capitale de la photographie, et le pays. D'un côté, ils sont encouragés par la demande croissante de la presse magazine en plein développement, de l'autre, ils partagent l'enthousiasme et l'élan du Front populaire. Leurs instantanés magnifient le peuple qui prend son destin en main. Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Germaine Krull, Robert Doisneau, Willy Ronis et les autres couvrent les manifestations, les occupations d'usines, les scènes de liesse et de révolte. L'usine occupée devient d'emblée la marque emblématique de l'époque.

Photos, images animées, textes et sons nous immergent dans ces quelques mois foisonnants



«LUCIENNE SUR LA GRILLE DE L'AUBERGE DE VILLENEUVE-SUR-AUVERS, 1937». AVEC LE FRONT POPULAIRE ET LES CONGÉS PAYÉS NAÎT L'ÂGE D'OR DE CES LIEUX D'INSOUCIANCE, MAGNIFIÉS PAR LE PHOTOGRAPHE PIERRE JAMET (1910-2000). PHOTO PIERRE JAMET/COLL. CORINNE JAMET

de luttes, de créations artistiques, de politique culturelle débridée, de découverte des premiers congés payés... Le choix de la commissaire d'opter pour un parcours chronologique est sans doute le bon, d'autant qu'il épouse des thématiques qui s'imposent d'elles-mêmes : mouvement social, échéance électorale, congés payés, guerre civile espagnole, Retirada... La crainte de voir un 36 mythifié dans ses icônes s'évanouit vite. Sous-jacents, on perçoit les clivages à l'œuvre dans la société française. Dans une vitrine, la revue *Regards* du 5 janvier 1939 est ouverte sur un reportage de Georges Sadoul sur le tournage de *la Bête humaine*. Sur la page de gauche, un reportage de P. Mars depuis Barcelone est titré *Bombes fascistes sur les villes d'Espagne* – *Alarma! Alarma!* Les ombres s'allongent.

1938, le patronnat est déjà à la manœuvre pour reprendre le terrain perdu

Parfois, les icônes sont décryptées et leur histoire, complexe, est révélée. Dans *Regards* du 14 juillet 1937, André Wurmser signe une « Lettre ouverte à Pyrrhus non interventionniste ». Pour l'illustrer, le célèbre cliché de Robert Capa du « milicien (républicain espagnol) qui tombe » fauché en plein élan. Le 23 septembre 1936, la photo était parue dans *Vu* après avoir été refusée dans un premier temps par le même *Regards*, victime d'une polémique aujourd'hui obsolète : image prise sur le vif ou mise en scène ?

Il faut parfois regarder au-delà de l'image. La merveilleuse photo de Willy Ronis saisissant Rose Zehner haranguant les ouvrières de l'usine Citroën à Javel est d'une grande beauté. Cette assemblée de femmes entourant la dirigeante syndicale est impressionnante. Mais nous ne sommes plus au printemps 36, nous sommes en mars 1938. Le patronat est déjà à la manœuvre pour reprendre le terrain perdu. Il s'agit alors de se défendre bec et ongles contre une bourgeoisie qui sent bien que le rapport de forces lui est à nouveau favorable. Entre-temps, le peuple aura pris le soleil et y aura pris goût.

L'accès à cette exposition est gratuit. Inutile de se priver d'un tel plaisir. •

DANY STIVE

«1936, le Front populaire en photographie», à l'Hôtel de Ville de Paris, tous les jours sauf dimanches et fêtes, de 10 heures à 18h30, jusqu'au 23 juillet.



1936, le Front populaire : une conquête et un héritage

Notre nouveau hors-série

- La classe ouvrière au-devant de la vie
- La force irréversible du monde du travail
- Les leçons pour aujourd'hui
 - Des textes inédits de quatre écrivains, etc.

☐ Je souhaite recevoir le hors-série «1936, le Front populaire» à 8 euros + 2 euros de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit : 10 euros x exemplaire(s) = euros.

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Téléphone.....
Adresse e-mail.....

HQ 21970

8€

Renvoyer impérativement ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à : l'Humanité/Service diffusion militante, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex. Téléphone : 01 49 22 73 47 (42).

ESSAI

L'hégémonie culturelle version CinemaScope

Dans son ouvrage consacré à l'articulation de la politique et du septième art, Pablo Iglesias nous convie à une demi-douzaine de parcours contre-hégémoniques.

MACHIAVEL FACE AU GRAND ÉCRAN, CINÉMA ET POLITIQUE,
de Pablo Iglesias Turrión,
traduit de l'espagnol par Marielle Leroy.
Éditions la Contre Allée, 167 pages, 15 euros.

L'ouvrage aurait pu s'intituler « Gramsci face au grand écran ». Son titre pousse le paradoxe jusqu'à y placer le grand Florentin. Pablo Iglesias Turrión, professeur de science politique à l'université Complutense de Madrid devenu, depuis la publication de cet essai en espagnol, secrétaire général de Podemos, s'explique sur ce choix dans l'avant-propos et le premier chapitre. Pourquoi Machiavel ? Parce que le penseur de la fin de la Renaissance fut l'initiateur d'une problématique inédite dans la tradition politique occidentale. Celle interrogeant, en dehors de toute perspective apologétique, de justification, ou utopique, de contestation transcendante, la production et la reproduction du pouvoir. Il sera suivi sur ce chemin par Hobbes, Spinoza, Sade ou Lénine pour n'évoquer que les classiques. « *Le conseiller florentin*, explique l'auteur, fut le premier à dire que le pouvoir est, avant tout, une relation sociale et un ensemble de production d'hégémonie idéologique d'un groupe contre un autre. » La question ? Comment le pouvoir s'y prend-il pour engendrer le consensus par lequel il s'exerce et se constitue comme pouvoir ? Elle rebondit dans le cadre de la société médiatique qui est la nôtre avec l'apparition des arts audiovisuels et, en particulier, du cinéma. Une interprétation superficielle de l'affirmation

LE PORTE-PAROLE
DE PODEMOS,
PROFESSEUR DE
SCIENCE POLITIQUE,
A PUBLIÉ EN 2015
LES LEÇONS
POLITIQUES DE
GAME OF THRONES.

marxienne et engelsienne selon laquelle l'infrastructure économique constitue la détermination « *en dernière instance* » de la société humaine a longtemps oblitéré l'approche de l'effectivité des infrastructures idéologiques dans la tradition marxiste. Elle s'appuie sur la polémique des jeunes Marx et Engels critiquant le phantasme théologico-philosophique d'une efficience démiurgique de la pensée universitaire de leur époque – l'idéalisme classique allemand et ses reliquats post-mortem. Antonio Gramsci fut, parmi les marxistes assumés, l'un des premiers à revendiquer « *la critique de la culture et des idéologies dominantes comme la tâche principale de l'investigation politique* » et à poser que « *la politique se trouve non seulement dans l'État et ses institutions ou dans l'État en tant que dispositif institutionnel dérivé et au service de l'ordre économique, mais aussi dans la culture médiatique en tant qu'espace générateur des imaginaires et du sens commun, lesquels sont indispensables dans la compréhension des consensus qui n'ont jamais cessé de configurer ce que l'on appelle pouvoir* », souligne Pablo Iglesias. Assumant, « *en toute modestie* », cet héritage gramscien, s'ensuit une série de parcours critiques auquel nous convie l'auteur parmi une demi-douzaine d'œuvres cinématographiques aux côtés, entre autres, de Slavoj Žižek, Bertolt Brecht, Giorgio Agamben, Frantz Fanon ou Judith Butler. Le seul regret à la lecture de cet ouvrage engagé à « *penser avec le cinéma et résister* » aux « *représentations hégémoniques* », mais le fait plaide résolument en sa faveur, c'est qu'il soit trop court. ●

JÉRÔME SKALSKI

Par ici les sorties par Vincent Ostria

DE DOUCES PAROLES,
de Shemi Zarhin.

Israël/Canada, 2015, 1 h 58.

Origines. Lors du décès de leur mère, une jeune Israélienne et ses deux frères découvrent que leur père n'est pas leur père ; ils partent enquêter en France sur ce mystère. Ce film a un bon fond puisqu'il postule sans hystérie un métissage entre Arabes et juifs. Mais cela se déroule de façon plan-plan en alternant indifféremment drame et comédie ; la sœur et les frères ont souvent des attitudes de personnages de BD. Ce n'est que dans la partie marseillaise (finale) qu'on sent poindre l'émotion tant attendue – grâce à Maurice Bénichou. On y trouve aussi les quelques moments de comédie plaisants (exemple : la scène du restaurant dont ils craignent qu'il ne soit arabe, avant

de comprendre que c'est en fait un fief pro-israélien). Une façon tout de même un peu facile et convenue d'évoquer le dilemme israélo-arabe.

JOHN FROM,
de Joao Nicolau.
France/Portugal, 2015, 1 h 35.

Tropicalisme. Cela démarre parfaitement avec la chronique presque banale du farniente estival d'une ado de la périphérie lisboète. On dit « presque banale » parce qu'il y a tout de même une qualité de lumière et de couleur assez rare dans ce film d'une exubérance pop (art) et d'une fantaisie insondables. C'est un peu ce que tentait d'atteindre la cinéaste française Rachel Lang avec son récent *Baden Baden*, sans y parvenir aussi bien. Ici Rita zone, se prélassa, voit sa copine, na-

vigant dans son quartier moderne sans en sortir. Jusqu'au moment où elle a un coup de foudre pour un voisin quadragénaire qui vient de réaliser une expo sur la Mélanésie. Dès lors, Rita vit, pense, et rêve Mélanésie. Cet exotisme se surajoute à celui du quartier portugais ensoleillé et coloré. Dommage que le cinéaste aille un peu trop loin dans sa folie exotique, allant jusqu'à prêter aux divers personnages de nouveaux costumes et identités, leur permettant de « jouer aux Mélanésiens » pseudo-primitifs comme s'ils étaient de grands enfants. On délaisse alors trop radicalement la réalité, tout comme dans *l'Épée et la Rose*, où le même Nicolau croyait trop à son histoire de pirates. N'empêche qu'il pourrait devenir le prochain grand cinéaste portugais. ●

LA CHRONIQUE
CINÉMA
D'ÉMILE
BRETON



Francine Bojande

L'amour et la révolution

RÉTROSPECTIVE STRAUB ET HUILLET,
à Beaubourg à partir de vendredi 27 mai.

C'était au début des années quatre-vingt. Dans une petite salle, au sous-sol du centre Pompidou (« Beaubourg ») qui n'avait été inauguré que quelques années auparavant mais que déjà on nommait de ce raccourci familier), une vingtaine de personnes étaient réunies autour de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet. « *L'internationale straubienne* », disait Serge Daney de ces inconditionnels, jouant de ces initiales par ailleurs utilisées. C'était après *Amerika-Rapports de classe*. Les Straub n'étaient guère aimés alors et lesdits « *straubiens* » se souvenaient des huées qui avaient accueilli à Cannes six ans auparavant *Othon* (ou *Les yeux ne veulent pas en tout temps se fermer*), d'après Corneille : « *Quoi, un joyau de notre patrimoine, dit par des étrangers avec des accents rocaillieux et à Rome, en plus, des automobiles rugissant en fond sonore !* » C'en

était trop pour ceux qui, ne voulant pas voir (et entendre) ce que veut dire un film, s'en tiennent aux idées reçues.

Les films, tous les films que réalisa ensemble ce couple cinématographique sans égal et ceux que, Danielle morte (le

Deux de nos proches, portés vers la révolution par amour.

9 octobre 2006), Jean-Marie réalisa seul, sont cette semaine et jusqu'au 3 juillet à Beaubourg. Et pas dans les sous-sols. Juste hommage, après celui que leur rendit l'an dernier le MoMA à New York. Mais, surtout, occasion, on l'espère, pour beaucoup de les découvrir et, pour ceux qui d'abord aimèrent leur intransigeance, leur rigueur que rien n'entama, de retrouver ces émotions qu'ils surent faire partager, devant les arbres frémissant sous le vent alors que le philosophe Empédocle (*la Mort d'Empédocle*, 1987) apostrophe ses concitoyens : « *Rougisiez donc de réclamer encore un roi !* » Et sans doute, à revoir *Ouvriers, paysans* (2001), entendront-ils mieux le murmure du ruisseau coulant au fond du vallon où les acteurs lancent les mots de révolte de Vittorini. Et tant d'autres richesses sensibles. Une façon d'« *écrire cinéma* » et d'attendre d'un spectateur attentif qu'il participe à leur travail. Et puis, car on ne saurait ici s'attarder sur chacun des 48 films proposés, celui-là, déchirant, que Jean-Marie réalisa seul, quatre ans après la mort de Danièle : *l'Inconsolable* (2010), d'après l'un des *Dialogues avec Leuco* de Pavese, Orphée qui perdit Eurydice pour s'être retourné au moment où il la ramenait des Enfers, le plus cruel dialogue qui soit sur la mort et le deuil, et cet échange avec une femme de Thrace, amer retour sur la perte de l'aimée. Plus qu'une rétrospective : la rencontre avec deux de nos plus proches contemporains, qui surent lier la révolution et l'amour. ●

NOTRE CHOIX TÉLÉ

LANESTER
France 2, 20 h 55
Téléfilm de Franck Mancuso
avec Richard Berry, Emma de
Caunes, Hippolyte Girardot

Le commissaire Lanester perd la vue, brutalement, sur une scène de crime. La violence de la scène le renvoie à d'autres souvenirs. Il va devoir les affronter, tout en mobilisant son esprit pour résoudre une enquête compliquée. Il va aussi devoir accepter l'aide de ses adjoints, et d'une chouette fille, chauffeur de taxi, qui va l'aider à se repérer dans l'espace et à affronter la vie. Ce téléfilm, est tiré d'une très bonne série littéraire signée Françoise Guérin.

QUAND LA RDA FAISAIT SON CINÉMA
Arte, 22 h 10
Documentaire d'André Meier

Entre 1946 et 1992, en RDA, ont été tournés plus de 500 téléfilms et 700 films de cinéma. Les studios de la Defa (Deutsche Film AG), fondés en 1946, ont eu, dès leur origine, la volonté de créer un cinéma de genre, avec de grosses vedettes... comme à l'Ouest. La critique de l'impérialisme était de mise. Des extraits de films et des interviews ponctuent le film.

DÉBAT

Le numérique appelle un nouvel humanisme

Milad Doueihi est ce soir l'invité de la Fondation Gabriel-Péri, à l'Espace Niemeyer à Paris, place du Colonel-Fabien, pour penser notre futur numérique.

Que devient l'humanisme, à l'ère du numérique ? Où va-t-il se nicher, quand nos ordinateurs interfèrent à ce point avec nos vies ? Ce sont notamment ces questions qui seront au

cœur de la rencontre organisée ce soir par la Fondation Gabriel-Péri, à l'Espace Niemeyer (voir note), à Paris, en présence de Milad Doueihi, auteur de *Pour un humanisme numérique* (Seuil), et sous l'égide de Laurent Etre, rédacteur en chef adjoint de la *Pensée* et journaliste à l'*Humanité*.

Grâce à Internet, nos appareils nous relient à chaque instant à des milliards de données. Passé l'émerveillement, force est de constater que les outils numériques modifient notre rapport au réel, à la culture, et appellent donc, selon Milad Doueihi, un nouvel humanisme, à la suite de ceux identifiés par l'anthropologue Claude Lévi-Strauss : « *L'humanisme aristocratique de la Renaissance, qui redécouvre les textes de l'Antiquité classique ; l'humanisme exotique de la bourgeoisie, associé à la découverte des cultures orientales ; et l'humanisme démocratique de l'anthropologue, qui comprend que les faits*

humains forment une totalité, à étudier comme telle », résume Laurent Etre dans l'*Humanité* Dimanche daté de jeudi dernier.

Pour Milad Doueihi, « *l'un des enjeux principaux de l'humanisme numérique est précisément de repérer ce qu'il est possible de conserver des concepts de l'humanisme classique* ». Il fait appel également au matérialisme historique de Marx pour expliquer les bouleversements culturels en cours : « *Le numérique reconfigure les rapports sociaux et de production dans un sens qui porte à un point inégal la contradiction entre biens privés et biens communs. Les théories sur l'économie de l'immatériel étaient des leurres. Les réseaux numériques ne vont pas sans les machines informatiques, dont il s'agit de savoir qui en contrôle l'accès et qui en élabore les finalités* ». Au-delà, « *pour résister à l'uniformisation et à notre prévisibilité, il faut investir le calcul informatique et non le désertier* », estime l'invité de la Fondation. ●

CAROLINE CONSTANT

Plus d'infos sur www.gabrielperi.fr

CARNET

Pierre Haudiquet, historien communiste et militant anticolonialiste,

vient de décéder à l'âge de 82 ans. Né en 1934, le professeur d'histoire-géographie est toujours resté fidèle à ses idéaux et à ses engagements politiques. Étudiant, il est membre du cercle Saint-Just de l'UEC Sorbonne avec Claude Mazauric. C'est Daniel Blumet qui le fait adhérer au PCF en 1954. Il a alors 20 ans. Militant anticolonialiste, il est coauteur avec Henri Alleg, Jacques de Bonnis, Henri Douzon et Jean Freire de la *Guerre d'Algérie* (trois volumes), publiée aux éditions Messidor. La cérémonie de ses obsèques aura lieu à Bourg-en-Bresse dans la plus stricte intimité familiale. L'*Humanité* présente ses sincères condoléances à Claude, son épouse, à ses enfants, ses petits-enfants et à toutes les personnes touchées par ce deuil.

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

Mercredi à La Capelle-Trot ●
R1 ● 1^{re} course à 13h47 ●
Attelé ● 16 partants (8+8) ●
2.750 m. - Corde à gauche ●

BASES

12. UNIFLOSA BELLA
15. AUBRION DU GERS
1. BOEING DU BOCAGE
7. AMIRAL DU BISSON

CHANCES

6. BALTIC CHARM
9. VANILLE DU DOLLAR
8. VICO DU PETIT ODON
16. TIGER DANOVER

LE BON FAVORI :
AUBRION DU GERS
L'OUTSIDER REPÉRÉ :
UNIFLOSA BELLA

Judi à Compiègne ●
R1 ● 3^e course à 13h47 ●
Plat ● Handicap ● 18 part. ●
1.800 m. Corde à gauche ●

BASES

8. CHILL WIND
3. LE BANDIT
11. IRON SPIRIT
4. ITS ALL CLASS

CHANCES

1. WAIKIKI
7. PICKING UP PIECES
15. PEKAS
13. HIPPOLYTE

LE BON FAVORI :
CHILL WIND
L'OUTSIDER REPÉRÉ :
LE BANDIT

Mots croisés

N° 21 930 par Martial Dubois

HORIZONTALEMENT

1. Qui dénote un très bon état physique. 2. Passent très près. Bête de tête. 3. Un polyèdre à vingt faces. 4. Remplis une obligation vis à vis d'un État. Authentiques. 5. Plante purgative. Poids parfois lourds à porter. 6. Avons le courage. Ordinateur. 7. Sucrai avec délectation. 8. Petit logis douillet. Souvent provoqué par une forte fièvre. 9. Maire. Convergeait. 10. Elle est chargée du dénombrement de la population.

VERTICALEMENT

1. Trembler légèrement. 2. Liées. Flotante, c'est un entremets. 3. Ville du Chili. Rapace nocturne. 4. Éprouve vivement. 5. Mémoire du cinéma. Drap fin et uni. 6. Évalua le volume d'une coupe de bois. Pareils. 7. Vignette utilisée en typographie. 8. Plus tard. Archipel d'Indonésie, dans le détroit de Singapour. 9. Nativité. Enjeux. 10. Pour les intimes. Même de renommée mondiale, elle peut être anonyme.

SOLUTION : HORIZONTALEMENT 1. Florissant. 2. Roseau. 3. Icosaèdre. 4. Sers. Reels. 5. Séné. 6. Osos. 7. P.C. 8. Nid. 9. Delle. 10. Recenseuse. **VERTICALEMENT** 1. Frissonner. 2. Lacées. 3. Osorno. 4. Duc. 5. Ressent. 6. L.N.A. 7. Sédan. 8. Siera. 9. Tels. 10. Dentelle. 11. Après. 12. Riou. 13. Noël. 14. Paris. 15. X. 16. Société.

PIF



D'après C. ARNAL

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

www.humanite.fr
facebook.com/humanite.fr
twitter.com/humanite_fr

Entretien

DES MÉDIAS AUX ORDRES

Le président intérimaire Michel Temer a limogé le directeur général de l'Entreprise Brésil de communication publique (EBC), Ricardo Melo, dans un paysage d'ultra-concentration médiatique privée.

250

C'est en dollars le salaire minimum, contre 55 dollars en 2002 avant l'avènement du premier gouvernement de gauche de Lula.

BRÉSIL

«La bourgeoisie n'envisage pas de voir ses privilèges abolis»

Douglas Estevam est responsable du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, l'une des organisations sociales les plus importantes du Brésil. Il considère que la priorité est de lutter contre le coup d'État et en faveur de la démocratie au sein du Front Brésil populaire.

Après le déclenchement de la procédure de destitution contre la cheffe de l'État Dilma Rousseff, le président par intérim, Michel Temer, a présenté un gouvernement exclusivement blanc et masculin. Il a également annoncé une série de mesures antisociales. À quoi peut-on s'attendre dans la prochaine période?

DOUGLAS ESTEVAM Il s'agit d'un gouvernement lié aux secteurs néolibéraux. On peut par conséquent s'attendre à des mesures de récession économique et à des coupes dans les budgets sociaux. Michel Temer a installé un nouveau président de la banque centrale et une nouvelle présidente de la Banque nationale de développement social marqués par leur conservatisme. À la tête des Affaires étrangères, José Serra est chargé d'en finir avec la politique d'intégration régionale à l'échelle de l'Amérique latine, liée à l'Union des nations sud-américaines (Unasur - NDLR), et d'opérer un alignement par rapport aux orientations de Washington. Cette équipe souhaite en finir avec la politique autonome du Brésil. Le ministère du Développement agricole a fusionné avec le ministère de l'Agriculture, qui a toujours fait preuve de résistance à toutes les mesures de réforme agricole. Tous les secrétariats liés à la diversité raciale et sexuelle ont par ailleurs été supprimés. C'est une régression énorme. Michel Temer a enfin annoncé une série de privatisations : la Banque du Brésil pourrait être concernée. Petrobras est également dans le viseur. On peut aussi s'attendre à une montée de la répression contre les mouvements sociaux avec le nouveau ministre de la Justice, ancien responsable de la sécurité à Sao Paulo, qui a déjà annoncé le renforcement de la loi antiterroriste afin de combattre les mouvements syndical et des travailleurs sans terre, qu'il qualifie de guérillas.

La démocratie brésilienne, malgré son histoire récente, semblait solide. Comment appréhender ce coup d'État, ces 54 millions de voix balayées sans que cela ne soulève d'ailleurs de réprobation au niveau international?

DOUGLAS ESTEVAM Au début de la crise, nombre de progressistes pensaient que la droite n'irait pas jusque-là, qu'elle respecterait in fine la démocratie et ferait le choix de la stabilité. On ne s'attendait pas à une telle régression. On pensait avoir surmonté la dictature et avoir installé un État de droit stable. Nous comprenons également la crise brésilienne dans le cadre de la crise internationale qui a touché notre économie tardivement. En 2008, le gouvernement de Lula avait réussi à apporter une réponse à la crise financière mais n'a pu y échapper à partir de 2011-2012. Ce gouvernement de coalition a été mis en cause car les exportations, base du modèle développé par le Parti des travailleurs (PT), ont été durement touchées. Dans un second temps, le ralentissement de l'économie chinoise et sa réorientation vers le développement du marché intérieur ont pesé sur la balance commerciale du Brésil et l'ensemble du secteur primaire. À ce moment-là, l'exécutif a tenté de toucher aux intérêts du capital financier. En 2012-2013, les taux d'intérêt ont énormément baissé et les secteurs économiques et financiers ont commencé à remettre en question le modèle du gouvernement.

Cette crise ne remet-elle pas également en cause le système de coalition politique bâti par le Parti des travailleurs?

DOUGLAS ESTEVAM Absolument. Nous sommes à la fin d'un cycle politique qui prouve que les modèles de coalition et le « néo-développementisme » étaient somme toute fragiles.

Le Parti des travailleurs n'a-t-il pas su ou pu réformer ce modèle de développement?

DOUGLAS ESTEVAM On ne sait pas exactement si Lula avait l'intention de bouleverser complètement cette économie tournée vers l'exportation des matières premières. Dilma Rousseff a tenté de développer le marché intérieur et d'accorder la préférence aux entreprises nationales plutôt qu'aux entreprises étrangères notamment en ce qui concerne l'exploitation du pétrole, les nouvelles technologies et la construction des ports. Elle a essayé de développer d'autres secteurs de l'économie nationale et l'industrie. Dans le même temps, les taux d'intérêt élevés ont entraîné une fuite des capitaux vers les marchés financiers. La crise économique internationale a renforcé les questions existant autour de ce modèle exportateur.

Cette crise touche tous les pays émergents, réunis sous l'appellation des Brics. Peut-on parler d'un mythe de l'émergence qui continuait en réalité de s'inscrire dans un cadre néolibéral?

DOUGLAS ESTEVAM La crise du modèle « néo-développementiste » est l'objet de questions dans toute l'Amérique latine. Dans tous ces pays, le modèle exportateur a fonctionné avec l'émergence de la Chine. Il y a également une crise du processus d'intégration régionale avec le Marché commun du Sud (Mercosur) ou l'Unasur, qui n'était pas seulement économique mais politique. Les États-Unis ont repris la main en inventant d'autres projets d'intégration.

Il y a certes eu rupture sur les plans politique et diplomatique mais peut-on réellement parler de « néo-développementisme » quand tous ces gouvernements latino-américains se sont inscrits dans le modèle économique existant?

DOUGLAS ESTEVAM Le modèle de production, basé sur l'exploitation des matières premières, n'a pas vraiment changé. La crise du Parti des travailleurs nous pousse à réévaluer ce modèle, mais on ne peut nier que, dans tous ces pays, il y a bel et bien eu une intervention de l'État sur les marchés. En ce sens, ils sont sortis du cadre néolibéral où l'État est totalement absent. L'État a clairement joué un rôle dans le développement notamment par le biais des banques qui ont subventionné des projets de développement, d'infrastructures, de subventions aux entreprises. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de changement dans la matrice productive et capitaliste, mais l'engagement de l'État dans les politiques de développement a marqué une rupture.

Les anciens présidents brésiliens Getulio Vargas et Joao Goulart ont, eux aussi, cherché à mettre en place des politiques d'inclusion sociale. Les tentatives de changement de

Un putsch qui dit son nom

CORRUPTION Deux proches du président par intérim lèvent le pot aux roses de la destitution de Rousseff.

S'il était encore des âmes sensibles pour discuter le terme de « coup d'État » au Brésil, le dernier rebondissement en date ne laisse plus place au doute. Le quotidien national *Folha de São Paulo* a publié l'enregistrement d'une conversation téléphonique tenue en mars, dix jours avant le vote du Sénat qui enclencha la procédure de destitution contre la présidente Dilma Rousseff.

L'échange concerne Sergio Machado, ancien président de Transpetro, filiale de Petrobras, touchée par l'enquête Lava Jato pour faits de corruption, et un proche de l'actuel président par intérim Michel Temer, Romero Juca, ministre de l'actuel gouvernement, également visé par le scandale, désormais « en réserve ». Lors de cette conversation, les deux hommes expliquent que la seule manière d'échapper à l'enquête est d'éliminer Dilma Rousseff et d'empêcher l'ex-président Lula de revenir au gouvernement. Ils y détaillent petites et grandes combines à mener

auprès du Tribunal suprême, des différents partis politiques et de l'armée. « *L'impeachment est nécessaire. Il n'y a pas d'autre issue. Le gouvernement doit être changé pour stopper l'hémorragie* » liée à l'enquête, lâche Romero Juca. « *La situation est désespérée, ils veulent attraper tous les politiciens* », acquiesce à son tour Sergio Machado. C'est ici que l'idée d'installer Michel Temer apparaît. « *Mec, la solution la plus simple* », conclut ce dernier. En renversant la démocratie, le gouvernement illégitime de Temer est désormais entraîné dans la chute. ● **L. S.**

HARO SUR LA GAUCHE LATINA

«La diplomatie reflétera les intérêts du Brésil et non plus des convenances et préférences idéologiques d'un parti politique et de ses alliés à l'étranger».

José Serra, ministre intérimaire des Affaires étrangères du Brésil.

Entretien

à façonner une image où Lula et Eduardo Cunha, le président destitué de la Chambre des députés, seraient, à parts égales, touchés par le scandale de Petrobras. Mais ces discours ne prennent pas. Le peuple ne reconnaît pas le PSDB. Le processus de destitution a de fait provoqué un malaise dans la société brésilienne. Nombre de Brésiliens ont conscience qu'il y a un grave problème de légitimité. Ce manque de légitimité, le rôle des médias et l'aggravation de la crise économique en raison des mesures que prend le gouvernement peuvent être à l'origine de plus grandes mobilisations avec une participation plus massive des secteurs populaires de droite comme de gauche qui, jusqu'à présent, n'étaient pas dans la rue.

Les médias n'ont-ils pas été des acteurs à part entière du processus de destitution de la présidente et de la crise politique en général ?

DOUGLAS ESTEVAM. Le rôle des médias mais également celui de la justice ont été très importants dans le coup d'État. Les médias ont fait un procès très sélectif afin de créer une image négative du PT et de la gauche en général. Ils ont relayé les témoignages recueillis par la justice en présentant ces personnes entendues comme des coupables, montrant des images de responsables du PT soi-disant emprisonnés. Cette construction médiatique d'une publicité négative s'est faite conjointement avec la justice, et dernièrement avec des députés et des sénateurs. On n'entend plus parler de Lava Jato (l'enquête judiciaire concernant Petrobras) parce que ces élus et le gouvernement sont mêlés à ce scandale de corruption. Après le vote des députés, on savait qu'Eduardo Cunha allait être destitué de la présidence de cette Chambre. Le processus était en cours depuis décembre mais ils ont attendu le vote de « l'empêchement » pour toucher Cunha. C'est un jeu politique. Il permet ainsi d'affirmer que la droite n'aurait pas été épargnée. Ils vont chercher par tous les moyens à faire inculper Lula pour l'effacer totalement du jeu politique afin de l'empêcher de se présenter à la présidentielle en 2018.

La droite va-t-elle tenter une réforme de la Constitution ?

DOUGLAS ESTEVAM. Non. En revanche, les mouvements sociaux demandent un processus constituant et une réforme politique afin d'assainir les financements des campagnes électorales. Elles sont toutes assurées par des groupes économiques privés et c'est là l'une des causes de la corruption. Il existait une proposition en ce sens mais ils l'ont changée pour, au contraire, favoriser les groupes économiques de l'industrie, de l'agrobusiness, de l'armement et de l'Église. Ces trois derniers secteurs sont les plus représentés au sein de la Chambre des députés.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS RURAUX SANS TERRE DU BRÉSIL EN QUELQUES MOTS

Né en 1984, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) initie des occupations terriennes dès la fin des années 1970. Cette influente organisation sociale œuvre également en faveur d'une réforme agraire, de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture paysanne et familiale dans un pays ravagé par la concentration terrienne et l'expansion de l'agrobusiness. On estime à 20 millions le nombre de travailleurs ruraux, agriculteurs familiaux, salariés, artisans, précaires ou sans terre au Brésil.

la matrice économique créent à chaque fois un choc qui se conclut par un coup d'État. Jusqu'où peut-on aller ?

DOUGLAS ESTEVAM. C'est une question essentielle. Certains disent qu'ils n'ont jamais fait autant de profits que sous la présidence de Lula. Mais, dans le même temps, la droite et la bourgeoisie ne supportent pas la moindre égalité sociale dans l'accès à la santé ou à l'éducation, de voir des Noirs à l'université ou des pauvres commencer à s'insérer. Cela a créé une tension sociale très forte. La bourgeoisie n'envisage pas de voir ses privilèges abolis. Les politiques d'inclusion sociale

ont créé un choc dont les origines remontent à la colonisation. Dans son imaginaire, la bourgeoisie se pense toujours comme une élite colonisatrice et non comme latina.

Le Parti des travailleurs a perdu de ses forces dans sa base sociale. Est-ce que le coup d'État peut provoquer une forme de choc social ? Et quelle est la capacité de mobilisation des classes sociales les plus défavorisées ?

DOUGLAS ESTEVAM. Durant ces dernières années, le PT ne s'est pas appuyé sur les mobilisations populaires. Le coup d'État a poussé des secteurs de militants, qui n'étaient pas très actifs, à s'impliquer. Plus qu'un appui politique au PT, il s'agit d'une réaction populaire. Il faut dire que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs a eu pour effet de ralentir les grèves et les manifestations. Au sein même du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), la dynamique était plus difficile : un paysan, qui se trouvait dans un campement agraire depuis plusieurs années, avait plus de facilité à trouver un travail. Ce qui a eu pour effet de réduire le chômage, notamment grâce à l'essor du secteur de la construction. Désormais, la gauche et de nouveaux secteurs commencent à s'organiser. Cela relance la lutte politique. Les syndicats, les militants du PT reprennent la rue. Les médias ont créé un discours selon lequel le PT et la droite du Parti de la social-démocratie du Brésil (PSDB - droite) sont identiques concernant le problème de la corruption. Ils ont cherché

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre se bat pour une réforme agraire. Chose qui n'a pas été toujours facile depuis plus de quatorze ans avec les gouvernements de gauche. Quel va être son rôle au sein du Front Brésil populaire (FBP), qui regroupe les forces de gauche, les syndicats et le mouvement associatif progressiste ?

DOUGLAS ESTEVAM. Notre priorité est de lutter contre le coup d'État et en faveur de la démocratie. Nous voulons aider à la construction du Front Brésil populaire et aider au rassemblement avec les autres forces politiques comme le Front sans peur.

Dans la perspective de 2019, ce front pourrait-il se constituer en coalition politique ?

DOUGLAS ESTEVAM. Le FBP est encore dans une phase organisationnelle. Nous ne savons pas encore ce qui va se passer. Le principal pour nous est d'organiser la résistance au coup d'État et de commencer à construire le programme de ce front. La proposition du mouvement est de construire un projet populaire qui soit une alternative au projet qui a été mené jusqu'à présent. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
CATHY CÉIBE ET LINA SANKARI

« Si vous ne vous levez pas pour quelque chose, vous tomberez pour n'importe quoi. »

Malcolm X

PINOCCHIO

« Regardez la gare du Nord. On n'a plus l'impression d'être en France, on a l'impression d'être en Afrique. »

NADINE MORANO Après « la France est un pays de race blanche », l'ancienne secrétaire d'État chargée de la famille sous Sarkozy, membre des « Républicains », a encore perdu une occasion de se taire.

CACTUS 40

GOOGLE PERQUISITIONNÉ

Des perquisitions ont été menées hier matin dans les locaux parisiens de Google, visé en France par une enquête préliminaire pour fraude fiscale aggravée et blanchiment en bande organisée de fraude fiscale aggravée. Cette enquête a été ouverte le 16 juin 2015 à la suite d'une plainte de l'administration fiscale française, qui soupçonne le géant américain d'évasion fiscale. L'administration fiscale française réclame la modique somme de 1,6 milliard d'euros à Google. Google a dit collaborer avec les autorités françaises dans le cadre de cette enquête et assuré se conformer à la loi.

MEDIATOC

HISTORIQUE, VRAIMENT ?

Radio France avait annoncé une interview « historique ». Hier matin, François Hollande était l'invité de l'émission *la Fabrique de l'histoire* à l'occasion des commémorations du centenaire de la bataille de Verdun pour répondre aux questions d'Emmanuel Laurentin. « Aujourd'hui, je suis dans l'histoire », a affirmé le président de la République, jugeant que le « rôle d'un chef de l'État, c'est à un moment de saisir l'inattendu » pour être capable d'être « efficace ». On commence quand ?

À DORMIR DEBOUT

Lu sur Vsd.fr. Alors qu'il regardait *Stars sous hypnose* sur TF1, une émission où Messmer, le célèbre hypnotiseur, teste ses pouvoirs sur les célébrités, un Landais de 51 ans s'est retrouvé dans un état second pendant plus d'une heure... Sa femme a appelé le Samu. Plus de peur que de mal. « Soyez vigilants maintenant quand vous regardez la télévision », lui a glissé l'urgentiste. Mais l'hyperréceptif à l'hypnose fait le tour des médias.



Ça pique ! par Babouse

LE DIALOGUE SOCIAL EST MAL BARRÉ



ILS N'ONT PAS HONTE !

« Le temps béni » de la xénophobie

Le défenseur des droits, Jacques Toubon, a qualifié, lundi, de « sauvages et illégales » les expulsions de logements menées, à Mayotte, par des groupes mahorais « violents et incontrôlés » à l'encontre des familles originaires des autres îles de l'archipel des Comores. Il exhorte l'État à mettre en place des « solutions pérennes ». Et prévient que ses services mènent, actuellement, une « enquête indépendante » sur le déroulement de ces événements. Le mois dernier, déjà, la Cimade avait condamné une absence de réaction de l'État « honteuse et dangereuse », alors que, depuis le mois de décembre, plus d'un millier de personnes ont été chassées de leur domicile par ces milices xénophobes, sans que les autorités interviennent.

Mercredi dernier, lors du Conseil des ministres, François Hollande a jugé la situation « extrêmement préoccupante ». Aucune opération de police n'aura, cependant, empêché ce week-end ces « collectifs d'habitants » de parader dans plus de quinze

villages de l'île aux cris de « Nawa lawé » (« Qu'ils partent », en shimaoré) et de programmer de nouvelles expulsions à Mtsamoudou et Kani-Kéli, les 29 mai et 5 juin. Pour l'heure, entre 200 et 300 hommes, femmes et enfants sont encore rassemblés place de la République à Mamoudzou, après avoir été chassés de leurs « bangas ». Ils « survivent dans des conditions sanitaires désastreuses, n'ayant accès ni à des douches ni à des toilettes, dormant à même le sol sans couverture et avec un accès restreint à la nourriture », alerte Médecins du monde. L'ONG appelle depuis vendredi à « une réunion de crise dans les meilleurs délais » pour « mettre fin à ces expulsions violentes » et dénonce, elle aussi, l'absence d'intervention des pouvoirs publics.

La police française semble moins prompte à faire respecter le droit républicain, dans l'archipel des Comores, qu'à y mettre en œuvre les prérogatives, d'inspiration coloniale, prévues par le meurtrier « visa Balladur ». •

ÉMILIEN URBACH

BLING-BLING

100000 dollars la nuit, c'est le prix que coûtera une nuit dans l'hôtel le plus cher du monde qui ouvrira ses 200 suites le 1^{er} juillet prochain à Macao. Son nom ? The XIII, en hommage au roi Louis XIII...

Le billet de Maurice Ulrich

Oh, des ouvriers



Du Figaro à Libération, sans même parler des commentaires de la droite et des ministres d'un gouvernement qui n'a plus de socialiste que – que quoi au fait ? –, c'est l'émoi. Un peu

comme en 1936 quand surgirent sur les plages « les salopards en casquette ». Mon dieu, il y a des ouvriers dans les usines. Quelle horreur. C'est qu'en fait, depuis quelques années, on les avait un peu oubliés, les bougres. L'entreprise, c'était les entrepreneurs, c'était le Medef et le Medef, c'est l'économie. Et voilà que tout d'un coup des routiers ne roulent plus, que des cheminots restent en gare, que des raffineurs des raffineries cessent de raffiner. « Terrorisme social », dit le Figaro, « la CGT, fait mine de s'interroger Libération, parviendra-t-elle à bloquer le pays ? », comme si c'était là l'objectif et non le retrait de la loi travail. Comme autant de poules ayant trouvé un couteau, les commentateurs font donc cette découverte. Ce sont des ouvriers, des employés qui font le travail et, quand ils s'arrêtent, eh bien, mais oui, ça s'arrête. •

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 - relationlecteur@humanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance.
Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale)
01 49 22 74 53 (annonces classées)
01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction; Silvère Magnon, secrétaire général et co-directeur de la publication; Frédéric Borie, directeur administratif et financier.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frostin, président.
Actionnaires principaux : l'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression : POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du lundi 23 mai 2016 : 48215 exemplaires.

